

Courrier du C.V.P.R.

Bulletin du Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient

OCTOBRE • NOVEMBRE • DÉCEMBRE • 2016 • N° 63



Mosquée Al.Aqsa et Dôme du Rocher

Editorial

Israël, l'éternelle victime

Le vote par l'UNESCO, fin octobre, d'une décision concernant exclusivement le patrimoine palestinien dans Jérusalem-Est - occupée depuis juin 1967 - a provoqué des protestations véhémentes des Israéliens et de leurs séides, tel le CRIF, et bien d'autres organisations, dont, hélas, le Conseil de Paris.

Déposé par l'Algérie, l'Égypte, le Liban, le Maroc, Oman, le Qatar et le Soudan, le texte litigieux avait été examiné par les 58 Etats membres du Conseil exécutif de l'UNESCO réunis en séance plénière. Si les grands pays occidentaux, fidèles alliés d'Israël, s'y sont opposés, la France s'est abstenue pour sa part (service minimum !).

Israël a annoncé aussitôt son retrait de cet organisme des Nations Unies. Je relève quelques perles.

De Benyamin Netanyahu, le Premier ministre israélien. Il s'exclame : « *Dire qu'Israël n'a pas de lien avec le Mont du Temple et le Kotel (Le Mur occidental) revient à dire que les Chinois n'ont pas de lien avec la Grande Muraille de Chine ou les Egyptiens avec les Pyramides !* » Ayalet Shaked, la célèbre ministre de la Justice, du parti « Foyer juif », nationaliste et religieux, renchérit : « *L'ONU bat son propre record d'ignorance et d'antisémitisme* ».

Des amis de la « victime » :

Avi Shafran, rabbin ultra-orthodoxe : « *Il est inacceptable et même obscène, que 24 pays aient nié le lien du peuple juif avec le Mont du temple. Les 28 autres pays qui se sont abstenus sont des couards* ».

Simone Rodan-Benzaquen directrice de l'AJC (American Jewish Committee) pour la France et l'Europe ⁽¹⁾ : « *C'est une plaisanterie bien*

SOMMAIRE

- Le terrorisme israélien et la retenue des Palestiniens par Amira Hass p. 3
- Sain jugement sur un homme pas très saint ! par Maurice Buttin p. 4
- Le sang de Khaled Bahar clame justice, mais personne en Israël ne l'entend, par Gideon Levy p.5
- La bande de Gaza confrontée à une baisse de l'aide humanitaire. p. 6
- Israël en tant que concept (Analyse du livre d'Ilan Pappé : « La propagande d'Israël », par Martine Sevegrand p. 7
- Lieux Saints de Jérusalem, par Jean-Dominique Merchet p. 8
- Israël et ses colombes. Questions de Pascal Boniface à Samy Cohen, p. 9
- Le responsable de B'Tselem à l'ONU, par Hagai El-Ad, p. 10
- DOSSIER : Témoignages. S. et H. Folliet - R. Gaudy p. 11 à 14
- BDS : La Haute représentante de l'UE affirme le droit au BDS p. 15
- Le boycott de Hewlett-Packard (HP) s'amplifie dans le monde p. 16
- BHL se déchaîne contre BDS p. 17
- Lancement de la campagne pour la suspension de l'Accord d'association UE-Israël : 16 novembre 2016 p. 18
- Il n'y aura pas de paix tant qu'Israël n'admettra pas sa responsabilité dans la Nakba, par Gideon Levy p. 19
- Quittons les territoires palestiniens occupés, d'ici à juin 2017 p. 20
- Courrier des lecteurs p. 21 et 22
- Livres et cinéma p. 23 et 24

Il est encore temps pour ceux qui ont oublié de le faire de régler leur cotisation 2016 (voir en bas de la page 24).

Nous adressons nos meilleurs vœux de Noël et du Nouvel An à tous nos lecteurs

répétitive que nous offre ces États majoritairement dictatoriaux qui, de nouveau, ont fait voter une résolution faisant des lieux saints de Jérusalem – pourtant mentionnés 699 fois dans la Bible – un territoire exclusivement musulman (seuls les noms musulmans en arabe y sont mentionnés) et donc interdit à tout non musulman (...). Nous pourrions rire, mais il y a un goût amer. Celui de voir la France s'abstenir face à cette mascarade. Comment rester neutre devant cette faute morale et cette aberration historique ? (...) La France n'a-t-elle vraiment pas d'avis lorsqu'on lui propose un texte reprenant et alimentant les pires propagandes haineuses appelant à voir rayé de la carte la seule démocratie du Proche-Orient qu'est Israël, réduite dans le texte voté à une « puissance occupante ».

Le CRIF : « *déplore que notre pays ait manqué une nouvelle fois l'opportunité et le courage de s'exprimer clairement sur la réalité historique du caractère juif de Jérusalem* ». (Exclusif, sans doute ?)

Le Conseil de Paris a voté une proposition, présentée par Nathalie Kosciusko-Morizet, Delphine Burkli, Claude Goasguen, et Jean-Didier Berthault, condamnant la décision de l'UNESCO « *qui tend à délégitimer la présence du peuple juif à Jérusalem* ».

« *Visiblement, on ne lit pas la Bible à l'UNESCO, où le théâtre de l'absurdité continue !* » s'était aussi emporté Benyamin Netanyahu. Mais, lui, et ses amis d'Israël, de France ou d'ailleurs, ont-ils lu le texte de l'UNESCO – comme le conseillait le journal israélien de gauche, Haaretz : « *Contrairement à la critique israélienne, la résolution de l'UNESCO sur le Mont du Temple....* ».

Reprenons le texte : « *Affirmant l'importance de la Vieille Ville de Jérusalem et de ses remparts pour les trois religions monothéistes, et affirmant également que rien dans la présente décision, qui vise, entre autres, à sauvegarder le patrimoine culturel palestinien et le caractère distinctif de Jérusalem-Est, (NDLR : souligné par nous) n'affectera (...)* ».

Le « *vise, entre autres* » est clair. La décision aborde un problème capital pour le peuple palestinien, et tous ses amis épris de liberté : l'occupation par Israël de Jérusalem-Est, depuis juin 1967, au mépris des résolutions des Nations Unies et du droit international. Elle ne nie à aucun moment l'importance aussi des Lieux saints de Jérusalem pour les juifs et les chrétiens (contrairement aux mensonges proférés par les Israéliens et leurs thuriféraires). Elle n'en parle pas. Ce n'est pas son objet.

La décision ainsi : « *Regrette profondément le refus d'Israël de mettre en œuvre les précédentes décisions de l'UNESCO concernant Jérusalem (...)* ». « *Déplore vivement le fait qu'Israël, la Puissance occupante, n'ait pas cessé les fouilles et travaux menés constamment dans Jérusalem-Est (...)*. « *Prie instamment Israël, la Puissance occupante, de permettre le rétablissement du statu quo historique qui prévalait jusqu'en septembre 2000 (...)* concernant la mosquée Al-Aqsa / Al-Haram Al-Sharif » ; « *Condamne fermement l'escalade des agressions israéliennes et les mesures illégales (...) limitant la liberté de culte et l'accès des musulmans au site sacré de la mosquée* » ; « *Déplore vivement les irruptions persistantes d'extrémistes de la droite israélienne et de forces en uniforme sur le site de la mosquée ; etc.* »

Point important (...) Note avec une profonde inquiétude qu'Israël, la Puissance occupante, ne s'est conformée à aucun des douze décisions du Conseil exécutif, ni aux six décisions du Comité du patrimoine mondial, demandant la mise en œuvre de la mission de suivi réactif de l'UNESCO sur le site de la Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts ».

En fait, ce qu'a irrité aveuglement les dirigeants israéliens et leurs amis, c'est que la décision votée fait état une dizaine de fois, voire plus, « *d'ISRAEL, LA PUISSANCE OCCUPANTE* » ! Triste réalité pourtant, depuis bientôt cinquante ans. Réalité qui empêche toute solution de paix.

Maurice Buttin, président du CVPR PO

(1) Figaro Vox - Tribune le 3 novembre 2016.

DIXIT

Rony BRAUMAN

ancien président de Médecins sans frontières (MSF), Invité le 14 octobre au grand entretien de Forum dimanche de la Radio Télévision Suisse (RTS), a déclaré : « *Comparer Shimon Peres à Mandela, c'est cracher à la figure de Mandela* ». Il s'est dit scandalisé par le concert d'éloges après la mort du Nobel de la paix israélien le 28 septembre. Pour lui, Shimon Peres était un criminel de guerre. Il avait notamment saboté les accords d'Oslo, dont il était l'un des artisans avec Yitzhak Rabin et Yasser Arafat.

Se définissant lui-même comme antisioniste, il a ajouté : « *La seule solution envisageable aujourd'hui pour mettre fin au conflit israélo-palestinien est une réconciliation nationale à la façon de l'Afrique du Sud* ».

Et, évoquant la création d'un seul Etat, où les droits des Israéliens et des Palestiniens seraient identiques, il a avancé : « *Israël y sera contraint lorsqu'il n'aura plus les moyens de sa politique militaire et sécuritaire* ».

John KERY,

le Secrétaire d'Etat états-unien, le 4 décembre lors d'un forum à Washington a affirmé : « *il n'y aura pas d'avancée et de paix séparés avec le monde arabe sans un processus palestinien et une paix palestinienne. Chacun doit comprendre cela. C'est la dure réalité* ».

Le terrorisme israélien et la retenue des palestiniens

par Amira HASS



"Tandis que les experts continuent d'expliquer pourquoi le « calme » a pris fin, ce qu'il faut clairement expliquer, c'est la retenue des Palestiniens face à la violence des Israéliens.", écrit dans Haaretz, Amira Hass, qui s'inscrit en faux dans la manière dont les médias présentent la situation en Israël/Palestine.

Le déchaînement d'agressions à coups de couteau est de retour ? La vague de terreur bat son plein une fois de plus ? Vous avez tort, Messieurs Dames. La vague, c'est un océan, la terreur n'a jamais cessé et son audace ne fait que croître. On ne l'appelle pas par son vrai nom – on la qualifie de « sécurité » : Ses auteurs se promènent librement et obéissent à l'ordre d'intimider quatre millions d'êtres humains.

Vous faut-il une traduction ? Le régime militaire qui nous est imposé depuis des dizaines d'années, c'est de la terreur pour les Palestiniens.

Moi aussi, je crois que c'est de la terreur car les gens sont intimidés à tel point que leur vie leur est volée et que leur santé, leur bien-être et leur maison sont détruits afin que nos maîtres jouissent de leurs droits, gagnent en politique et en économie en étendant leur territoire [...]. Il semble que nous ne puissions pas nous voir comme la cause, des agresseurs – disons-le franchement – des terroristes, vis-à-vis de ceux qui, depuis leur naissance vivent sous une pluie de décrets militaires, nos fusils, tanks, avions, hélicoptères et drones crachant du feu sur eux.

Nous ne nous voyons pas ? Je corrige : Nous refusons de nous voir comme la cause. Dans un réflexe pavlovien rabattu et ennuyeux, nos médias qualifient de « vague » les agressions à coups de couteau, et, avec l'aide d'analyses savantes, expliquent pourquoi le « calme » est terminé. [...]

Le titre « *Inquiétude au sujet de l'éruption d'incidents (de sécurité)* » est déployé en tête de la page d'accueil du site web d'*Haaretz*. Il n'est pas là pour rassembler des reportages sur la façon dont des dizaines de jeunes Palestiniens deviennent handicapés après des tirs de balles IDF Ruger dans leurs genoux. Ce n'est pas le même titre pour le déchaînement d'interdictions de quitter la bande de Gaza, ou pour une autre vague de soldats, tueurs de Palestiniens qui ne posaient aucun danger de mort : à al-

Fawar (Mohammed Hashash), Silwad (Iyad Hamed), Shoafat (Mustafa Nimer). Vous n'y trouverez pas de titre résumant les orgies quotidiennes que sont les incursions militaires (au moins 116 entre le 9 et le 21 septembre). Par exemple, à Bil'in mercredi dernier (le 21), au matin : Les « *nebechs* » du ghetto ont fait irruption chez des militants des Comités de résistance populaire – faisant une peur bleue aux enfants – et ont confisqué (c.-à-d. volé) des ordinateurs et des téléphones cellulaires. Ni morts ni blessés pour nos soldats : La réalité est une victime dont on ne parle pas !

On fait des reportages sur une nouvelle vague de terreur lorsque des juifs : soldats, gardes-frontières, sont atteints ou se sentent menacés. Des dizaines de milliers d'histoires et de reportages - principalement dans *Haaretz* - qui traitent de violence militaire et bureaucratique en Israël, se transforment en accidents aléatoires. Le flot intolérable et continu de harcèlement délibéré contre les Palestiniens, est lié au fait que nous sommes des occupants militaires étrangers, et ne se voit pas comme un continuum, dans le milieu journalistique.

Les journalistes aiment le drame et la tragédie. Quand le désastre est permanent, ça ne fait plus sensation, spécialement lorsque la cause, c'est nous. Les misères journalières que nous infligeons aux Palestiniens n'existent pas dans le monde des israéliens. C'est pourquoi ça fait rarement la une, et l'absence de gros titres, à son tour, forme dans notre esprit, une réalité dans laquelle tout est bien. Alors se forme une tout autre réalité où l'on se pose la question : « *Qu'est-ce qu'ils ont ces Palestiniens à encore nous attaquer ?* »

Traduit par Chantal C. pour CAPJPO-EuroPalestine

Source : <http://www.haaretz.com/opinion/.premium-1.744264>

(1) : Amira Hass, vit en Cisjordanie après avoir habité à Gaza. Elle est journaliste à Haaretz depuis 1989.

Sain jugement sur un homme pas très saint !

par Maurice BUTTIN



Shimon Pérès est mort le 28 septembre 2016, à 93 ans. Ses centaines de thuriféraires dans le monde entier n'ont pas manqué de l'encenser et de célébrer ses soixante années de carrière politique, en rappelant, bien sûr, qu'il reçut, en 1993, le prix Nobel de la Paix, en même temps que le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin et le Président palestinien Yasser Arafat, les deux signataires des « Accords d'Oslo ».

Je suis, pour ma part, plus que dubitatif sur ces louanges. « On parle de lui comme un saint ou pour le moins un Nelson Mandela » écrit Michel Warshawski, qui poursuit : « Disons le clairement. Pérès n'a pas volé l'image négative qui l'a accompagnée tout le long de sa carrière : aucun politicien n'a su être aussi opportuniste que lui et faire de la trahison, un art. « **Infatigable manipulateur** », c'est ainsi que le décrit dans ses mémoires Yitzhak Rabin, qui l'a côtoyé pendant de longues années à la tête du Parti travailliste ». Je partage ce jugement.

« Dernier des fondateurs d'Israël » rapportent les médias. Une fausse assertion répondent ses propres camarades. Ayant attiré l'attention de la direction du Parti, Pérès devint, en 1948, collaborateur du Premier ministre David Ben Gourion. Celui-ci l'envoya aux Etats-Unis acheter des armes. Un travail important pour la cause (« La guerre d'indépendance »), certes, mais qui lui a évité les risques des combattants au feu...

« Homme de paix » a en croire encore ses panégyristes, dont des dizaines de personnalités participant à ses obsèques, notre président de la République, François Hollande, en tête.

Pérès était pourtant tout autre. Devenu, très vite, le bras droit de Ben Gourion, il calqua sa vie sur lui qu'il admirait. Or, celui-ci ne croyait pas à la paix. Il estimait que les Arabes, battus en 1948/49 ne feraient jamais la paix avec Israël, qui s'était établi sur leur propre pays.

Pour assurer la défense du pays - prolongement colonial de l'Occident en quelque sorte - il fallait y trouver un allié. Les Juifs avaient combattus les Anglais après la deuxième guerre mondiale. Ils se tournèrent vers la France, conscients de l'opposition de celle-ci aux Arabes, en particulier au président égyptien, Gamal Abdel-Nasser, accusé d'être à la base du soulèvement du peuple algérien, en 1954. Or, l'émissaire de Ben Gourion en France, n'était autre que Shimon Pérès...

Et, en novembre 1956, lorsque, secrètement, Britanniques (Antony Eden, Premier ministre) et Français (Guy Mollet, président du Conseil) décidèrent de punir le leader égyptien, par un débarquement de troupes françaises et britanniques à Port Saïd, l'« homme de paix » (Pérès) leur apporta son précieux concours, Israël envahissant de son côté le Sinaï...

La France, pour le remercier apporta, tout simplement, à son pays, tous les moyens pour créer à Dimona, un centre de recherche nucléaire, où, comme chacun le sait, Israël a développé la bombe atomique...

A la fin de la guerre d'Algérie, lorsque, en février 1961, les opposants au Général De Gaulle et certains colons sur place, créèrent l'OAS (l'Organisation de l'Armée Secrète) pour la défense de la présence française en Algérie - par tous les moyens, y compris le terrorisme à grande échelle - un navire plein d'armes fut découvert en haute mer. Tout le monde suspecta le ministre de

la Défense israélien, Shimon Pérès, qui fournissait des armes à beaucoup d'autres pays...

En 1967, Shimon Pérès espérait être de nouveau être ministre de la Défense, mais le poste fut confié au général Moshé Dayan, quelques jours avant que la « Guerre des Six jours », n'éclate. Par la victoire éclatante, l'homme au bandeau noir devint une célébrité mondiale, à la barbe de Shimon Pérès...

Mais six ans après, lors de la Guerre du Ramadan ou du Kippour, après l'échec initial de l'armée israélienne, Moshé Dayan devait suivre la Première ministre Golda Meir dans sa chute en juin 1974. Et Pérès, l'« homme de la paix » redevint le ministre de la Défense, responsable de la Palestine occupée, sous la coupe cette fois d'Yitzak Rabin, le nouveau Premier ministre, qu'il n'aimait pas.

Alors, « pour contrarier Rabin, Pérès fit une chose de portée historique : il créa les premières colonies israéliennes en pleine Cisjordanie initiant un processus qui menace aujourd'hui l'avenir d'Israël », écrit Ury Avnery, dans un article publié sur le site du Gush Shalom, le 8 octobre 2016.

A la veille de la guerre du Liban en 1982, l'« homme

de la paix » et Rabin allèrent trouver Menahem Begin pour lui demander d'envahir le Liban...

Pérès a bien joué un certain rôle dans la préparation des « accord d'Oslo », mais, c'est Rabin qui les a signés et le paya de sa vie le 4 novembre 1995.

Après sa mort, Pérès devint Premier ministre à titre temporaire. Il va alors prendre deux décisions, qui montrent qu'il n'était pas « un « homme de la paix » : l'ordre d'assassiner un résistant palestinien Yahia Ayache, dit « l'ingénieur » - alors que, d'accord parties, il y avait eu une trêve depuis des mois ! -, ce qui entraîna l'attaque meurtrier d'autobus à Jérusalem et à Tel-Aviv, en février et mars 1996 ; l'ordre d'envahir à nouveau le Liban, en avril 1996, opération baptisée « *Les Raisins de la colère* », qui entraîna le massacre de plus de 100 civils, et des dizaines de blessés, réfugiés dans un poste de l'ONU à Cana !

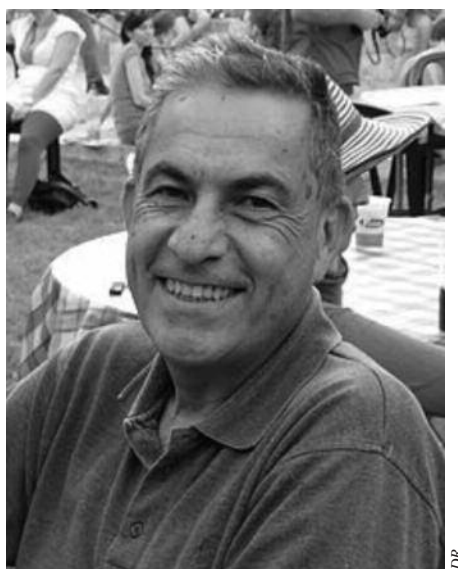
En juillet 2007, Pérès est élu président de l'Etat d'Israël. Uri Avnery rappelle, dans l'article cité : « *Il se servit de sa célébrité mondiale retrouvée pour servir de feuille de vigne au gouvernement Netanyahu et à sa politique d'occupation et d'oppression, tout en étant adoré à l'étranger comme l'Homme de la Paix* ».

Le sang de Khaled Bahar clame justice, mais personne en Israël ne l'entend

Par Gideon LEVY ⁽¹⁾

Le sang de Khaled Bahar clame justice. On peut presque entendre cette clameur là où il est tombé [le 20 octobre sous les balles d'un soldat israélien], à l'ombre de quelques abricotiers, où il reste une tache noire de sang coagulé à côté de quelques cailloux et d'une bouteille d'eau en guise de mémorial. On entend la clameur de son sang dans la salle 1207 du lycée à Beit Ummar, entre Bethléem et Hébron – la classe du 10e degré, dont les élèves sont restés à la maison en signe de deuil. Cette grève a été décidée spontanément par les étudiants. Ils ont posé des pétales de fleur colorés sur chaque pupitre, suspendu des fleurs en plastique commémoratives sur les murs. Et, sur le pupitre du mort, ils ont mis sa dernière photographie, entourée de couronnes de fleurs. Jeudi, juste quelques heures avant qu'un soldat israélien le tue, Khaled était encore assis dans cette classe.

Le sang de Khaled clame justice dans le silence de mort qui enveloppe la salle de classe vide comme un linceul, dans le drapeau en berne qui flotte dans la cour de récréation. Son sang clame justice à



cause des circonstances qui ont entouré sa mort : un jeune de 15 ans que les soldats ont pourchassé avec une jeep parce qu'ils le suspectaient d'avoir jeté des pierres sur leur véhicule blindé, avant que trois soldats sortent de la jeep et que l'un d'entre eux **l'abatte d'un coup de feu tiré dans le dos d'une distance de 20 mètres, le tuant alors qu'il fuyait désespérément pour sauver sa vie.**

Son sang clame justice face au manque total d'intérêt que sa mort a provoqué en Israël, le même désintérêt que rencontre chaque tuerie de Palestiniens. Son sang clame justice pour cet adolescent qui avait participé dans un projet de foot juif-arabe, et qui a, ensuite, été appelé un « *terroriste* ». Il clame justice face à l'attitude automatique et indifférente du porte-parole de l'unité de l'armée israélienne qui s'est borné à évoquer des « *jets de pierres* », des « *conclusions opérationnelles* » et « *l'enquête de la police militaire* » dont « *les conclusions détermineront les éventuelles poursuites judiciaires* ». Tout ce verbiage sortant tout droit de l'usine à disculpations de l'armée n'a d'autre but que de blanchir ce genre d'actions. Il ne contient pas un mot de vrai et est dépourvu de toute humanité. Même après l'enquête de l'armée et même si celle-ci conclut que les soldats ne se trouvaient aucunement en danger, il n'y a aucune chance pour qu'elle exprime des regrets.

Le sang de Khaled clame justice parce que, après l'avoir tué, les soldats ont enlevé son corps, et qu'une semai-

ne plus tard celui-ci n'a toujours pas encore été rendu à sa famille – d'abord « à cause des vacances » et maintenant pour des raisons peu claires. La famille n'a qu'à attendre, de toute manière personne ne s'en soucie.

Le sang de Khaled clame justice parce qu'il est évident que personne ne sera puni pour cet assassinat, parce que le soldat qui l'a tué n'a aucune idée de qui il a tué et qu'il est peu probable que cela l'intéresse ou le trouble. Il est peu probable qu'il comprenne ce qu'il a fait et qu'il prenne conscience du fait qu'il était injuste de tuer un adolescent palestinien. D'ailleurs, personne ne se donnera la peine de le lui expliquer. (NDLR : souligné par nous)

Le sang de Khaled clame justice. Cette semaine j'ai été sur les lieux de la tuerie et sur les lieux de commémoration chez lui et à son école à Beit

Ummar, et vendredi je ferai un rapport détaillé. Depuis cette visite, j'ai de la peine à garder le silence, à ne pas dénoncer cet acte ignoble et lâche, si déplorable et rageant qui consiste à abattre un adolescent en fuite en lui tirant dans le dos, sans sentiment de culpabilité et sans encourir de sanction.

Il est difficile de garder le silence lorsque des soldats reçoivent l'ordre d'agir ainsi. Car c'est bon pour les dites forces de défense israéliennes (IDF). Après tout, ton commandant de brigade, le colonel Yisrael Shomer, a fait exactement la même chose et rien ne lui est arrivé. Il sera certainement encore promu. Il est difficile de garder le silence lorsqu'on rencontre la famille du mort, une famille pacifique, dont le père travaille en Israël; après la mort de leur aîné, lui et sa femme restent avec deux filles et un fils handicapé.

Il est difficile de rester indifférent lorsqu'on voit comment ils ont gardé le permis du seul point d'entrée qui a été remis à Khaled au cours de sa courte vie, un permis d'une journée pour un jeu de foot dans l'équipe juive-arabe, qui fait partie d'un projet de paix dans une zone près de la frontière avec la bande de Gaza. **Le sang de Khaled Bahar clame justice, mais personne en Israël n'entend ce cri d'un adolescent dont la mort est un crime – et qui n'est ni le premier ni le dernier à mourir ainsi.** (NDLR : souligné par nous)

Article publié dans Haaretz,
le 27 octobre 2016.

Traduction « A l'Encontre »

(1) : Gideon Lévy est un journaliste et écrivain israélien, membre de la direction du quotidien Haaretz.

<http://alencontre.org/moyenorient/israel/le-sang-de-khaled-bahar-clame-justice-mais-personne-en-israel-ne-lentend.html>

La bande de Gaza confrontée à une baisse de l'aide humanitaire

Avec la concurrence des guerres en Syrie, en Irak, ou au Yémen, les agences humanitaires à Gaza font face à une chute spectaculaire des financements. Or près de la moitié de la population de l'enclave palestinienne dépend de l'aide alimentaire.

Deux ans après la guerre de Gaza en 2014, plus de 60 000 personnes sont toujours déplacées sur le territoire gazaoui. L'eau et l'électricité sont toujours très aléatoires et le taux de chômage des jeunes explose. Ce qui se passe à Gaza ressemble à une situation de panne générale, témoigne Allah Rachid. L'entreprise de ce menuisier ne s'est pas remise de la guerre. "Je ne travaille pas en ce moment. A la fin de la semaine j'ai entre 100 et 120 euros pour moi et pour mes collègues. On ne peut pas dire qu'on travaille", explique-t-il.

Aujourd'hui, près de la moitié de la population de Gaza dépend, plus

ou moins fortement, de l'aide alimentaire. Dans ce tableau déjà sombre, les agences humanitaires font face à une chute spectaculaire des financements. En 2016, le plan pour la réponse humanitaire dans la bande de Gaza a été réduit par rapport aux deux années précédentes et pour l'instant il n'est financé qu'à hauteur de 27% pour l'enclave. "Après l'offensive de 2014, il y a eu beaucoup de soutien pour aider les ONG à venir en aide aux gens qui souffraient à Gaza. Mais après un certain temps, les fonds ont diminué au moment où les besoins ont augmenté. Donc il y a un décalage", analyse Amjad Shawa, qui travaille pour une coalition d'ONG palestiniennes.

Désintérêt des bailleurs de fonds

Gaza souffre de la concurrence des autres conflits, en Syrie, en Irak ou au Yémen et de son enfermement dans une crise chronique. "Au même moment, la Palestine et Gaza en particulier, sont dans un conflit de longue durée. Les besoins humanitaires sont devenus plus complexes, plus profonds, alors qu'on note peu de progrès. Donc les donateurs sont réticents",

observe Kathleen Maes, responsable de la structure qui coordonne l'aide humanitaire pour l'ONU à Gaza. Est-ce que des modèles d'assistance qui couvrent quasiment les deux tiers de la population gazaouie sont soutenables dans le temps ? Non, sûrement pas.

Ce désintérêt des bailleurs de fonds se double d'un désintérêt politique pour la région. Mais il questionne aussi le modèle humanitaire appliqué aujourd'hui à Gaza. "Il y a une économie à soutenir à Gaza, des projets de la société civile à mettre en valeur. Et peut-être qu'on devrait insister un peu plus sur ces modèles-là que sur des modèles d'assistance extérieure traditionnels tels que les humanitaires peuvent avoir à le faire dans d'autres situations", s'interroge Christophe Gadrey, chef de bureau au Service de l'Union européenne pour l'aide humanitaire et la protection civile, un important bailleur.

Même l'avancée de la reconstruction de la péninsule devient préoccupante. D'après les experts cités par l'ONU, au rythme actuel, à peine plus de la moitié des maisons seront réparées ou reconstruites, d'ici un an.

francetvinfo.fr, samedi 8 octobre 2016

Voir : <http://www.france-palestine.org/La-bande-de-Gaza-confrontee-a-une-baisse-de-l-aide-humanitaire>

Israël en tant que concept

Analyse du nouveau livre d'Ilan Pappé : « *La propagande d'Israël* »

par Martine SEVEGRAND

Ilan Pappé ⁽¹⁾ étudie dans cet ouvrage les versions successives du concept d'Israël qui joue et joue toujours un rôle essentiel pour légitimer le pouvoir de l'État. Il mène son étude à travers les travaux des intellectuels, historiens d'abord, mais aussi journalistes, écrivains et artistes et distingue trois périodes successives.

La période de « la loyauté sioniste » jusqu'au début des années 80

Les historiens mélangent alors allègrement professionnalisme et idéologie pour prouver aux juifs du monde entier qu'ils constituent une même nation et qu'il y a une continuité historique entre l'Israël des temps anciens et le nouvel Israël. Ilan Pappé consacre un chapitre à la perception des Palestiniens, transformés en terroristes. La guerre de 1948 est évidemment la question-clé de cette histoire sioniste. Elle est dépeinte comme le sommet d'une lutte anticolonialiste contre l'empire britannique, puis, avec l'intervention arabe, comme le combat contre la menace d'une nouvelle extermination. Les Palestiniens sont les grands absents de cette histoire ou décrits comme une foule anonyme de barbares dont la violence est inexplicable. L'apport de l'auteur consiste à s'appuyer non seulement sur les travaux historiques mais aussi sur les films produits avant 1980.

Le « post-sionisme »

A partir des années 80, toute une série d'événements favorisa l'émergence de ce qu'on a appelé la « *nouvelle histoire d'Israël* ». L'offensive au Liban – Ilan Pappé confesse combien cette guerre pesa lourd dans son itinéraire –, la Première Intifada (1987), mais aussi la déclassification des archives après un délai de trente ans,

favorisèrent une approche totalement renouvelée de la guerre de 1948. Ilan Pappé qui appartient à cette génération consacre 200 pages à cette période. Il souligne le rôle de Benny Morris qui réfuta un mythe fondamental : celui de la fuite des Palestiniens à l'appel des dirigeants arabes sans admettre, pour autant, que les expulsions faisaient partie d'un plan. Les autres mythes tombèrent les uns après les autres : celui d'un Goliath arabe et d'un David sioniste, celui de la recherche inlassable de la paix par Israël. Les recherches sur 1948 préparèrent le terrain à une critique de la décennie qui suivit et à celle, plus fondamentale du sionisme lui-même. Né dans les années 80, le « *post-sionisme* » regroupa plusieurs centaines d'universitaires, historiens et sociologues, et d'intellectuels. On s'attaqua à la destruction de la Palestine elle-même et Ilan Pappé consacre un chapitre à ce qu'Israël Shahak a qualifié de « *falsification de l'Holocauste* ». Plus original encore, le chapitre sur le cinéma et le théâtre en cette période. Cependant, l'appellation post-sioniste répondait au souci de certains de ne pas apparaître comme des anti-sionistes, donc des traîtres.

Le « néo-sionisme »

A la fin des années 90, le virage à droite de l'opinion qui élit Ariel Sharon provoqua l'effondrement du post-sionisme et le retour à une version consensuelle du sionisme. Benny Morris et d'autres firent leur autocritique. Plus question de

transformer Israël en un État de tous ses citoyens. Désormais le néo-sionisme vise un État juif ethnique.

Le dernier chapitre porte sur la nouvelle narration de la guerre de 1948. Les historiens néo-sionistes ont pu accéder à une documentation des forces armées qui leur a permis de mesurer l'ampleur de l'épuration ethnique qu'ils ne cachent pas. Cependant, loin de dénoncer les crimes commis par les troupes sionistes, les néo-sionistes légitiment toutes les exactions. Le cas de Benny Morris est exemplaire, si l'on peut dire. En 2004, il publiait une version corrigée de son ouvrage de 1988, *The birth of the Palestinian Refugee Problem*. Il accumulait les preuves des crimes de guerre et, dans une interview donnée à *Haaretz*, il justifiait l'épuration ethnique : « *Sans l'éradication des Palestiniens, il n'y aurait jamais eu d'État juif ici* ». Morris en vint même à reprocher à Ben Gourion de ne pas avoir « *épuré toute la Terre d'Israël jusqu'au Jourdain* ».

Cependant, souligne en conclusion Ilan Pappé, la bataille autour du concept d'Israël s'est propagé à l'étranger avec l'émergence de deux paradigmes qui défient la conception officielle israélienne : le paradigme colonialiste et le paradigme de l'apartheid.

Encore un livre d'Ilan Pappé qu'il faut lire.

(1) : Ilan Pappé est un historien israélien. Il fait partie des « *nouveaux historiens* » qui ont réexaminé de façon critique l'histoire de l'État d'Israël et du sionisme. (Wikipédia)

Lieux saints de Jérusalem :

« Israël en fait désormais un sujet polémique »

par Jean-Dominique MERCHET

Pour l'historien Vincent Lemire ⁽¹⁾, la nouvelle stratégie du gouvernement israélien autour des résolutions de l'UNESCO remet en cause le « compromis de 1967 ».

Le comité du patrimoine mondial de l'Unesco a approuvé mercredi une résolution sur les lieux saints de Jérusalem qui n'évoque que leur caractère musulman, sans référence au judaïsme. Le 13 octobre, déjà, le comité exécutif de l'Unesco avait adopté un texte comparable – avec l'abstention de la France. Ces résolutions suscitent une vive polémique en Israël et dans la communauté juive.

• **Comment réagissez-vous aux polémiques suscitées par les résolutions de l'Unesco sur les lieux saints de Jérusalem ?**

— En fait, ce sont des textes assez banals, régulièrement votés depuis 1967. Ce qui est nouveau, en revanche, c'est la réaction du gouvernement israélien qui en fait désormais un sujet de polémique, dans une stratégie politique apparemment gagnante au vu des réactions que cette affaire suscite. Auparavant, il faisait la sourde oreille et ne communiquait pas sur ce sujet.

• **D'où vient cette querelle ?**

Depuis 1967, le « groupe de Khartoum » qui réunit plusieurs pays arabes - dont l'Algérie ou le Maroc - entend protéger les lieux saints musulmans dans les territoires occupés par Israël. Ils font voter régulièrement des textes dans ce sens par les organisa-

tions internationales comme l'Unesco. Dans ces résolutions il n'y a pas de déni explicite du lien entre le judaïsme et Jérusalem - mais un déni implicite : effectivement ce lien n'est pas explicitement mentionné. C'est un peu comme si on reprochait à Benyamin Netanyahou de ne pas parler des liens entre Jérusalem et l'Islam... en soi cela n'a rien d'étonnant, chacun son business, en quelque sorte ! Sur le plan juridique, celui du droit international, Jérusalem Est et la Vieille Ville (où sont les Lieux Saints - ndlr) sont des territoires occupés, même si l'État d'Israël a annexé cette partie de la ville. L'Unesco est donc fondé à dénoncer l'occupation militaire et les risques qu'elle fait courir à ces sites.

• **Qu'en est-il d'un point de vue historique ?**

— Il faut remonter à ce qu'il faut appeler le "*compromis de 1967*". Lorsque l'armée israélienne est entrée à Jérusalem Est et dans la Vieille Ville (qui étaient alors annexée par la Jordanie - ndlr), **le gouvernement a décidé de laisser aux musulmans l'Esplanade des Mosquées, sur laquelle se trouve le Dôme du Rocher, le plus ancien lieu saint de l'Islam.** Des dirigeants israéliens comme Moshe Dayan ou le Premier ministre Levi Eshkol ont fait immédiatement retirer le drapeau israélien de ce site. **En contrepartie, quelques jours plus tard, les maisons arabes du Quartier des Maghrébins ont été rasées et les**

habitants, de l'ordre d'un millier, évacués en deux heures, pour créer ce qui est aujourd'hui l'esplanade devant le mur des Lamentations - le lieu saint du judaïsme. Ce compromis politique sur la séparation des lieux saints était soutenu par le Grand Rabbinate, qui déconseillait aux juifs religieux de se rendre sur l'Esplanade des mosquées.

• **Ce compromis est-il aujourd'hui remis en cause ?**

— Il y a effectivement une remise en tension de ces lieux saints depuis quelques années, et l'affaire autour de la résolution Unesco n'en est finalement qu'un symptôme de plus. La réaction du gouvernement israélien à la résolution de l'Unesco en témoigne. Il y a toujours eu des groupuscules juifs ultraminoritaires qui voulaient reconstruire le Temple à l'emplacement des lieux saints musulmans. Or, cette position extrémiste est maintenant défendue par des députés du Likoud (le parti de Netanyahou) et même jusqu'au sein du gouvernement israélien. En face, et dans ce contexte, il faut reconnaître que la résolution de l'Unesco est extrêmement maladroite. Elle est même contre-productive pour les objectifs que le *groupe de Khartoum* entend défendre. La direction de l'Unesco s'en est d'ailleurs quasiment désolidarisée.

L'Opinion,
mardi 8 novembre 2016

(1) Historien spécialiste de Jérusalem, Vincent Lemire enseigne à l'Université Paris-Est Marne-La Vallée et il est chercheur associé au Centre de recherches français de Jérusalem (CRFJ).

Intégralité de l'article sur :
<http://www.france-palestine.org/Lieux-saints-de-Jerusalem-Israel-en-fait-desormais-un-sujet-polémique>

Israël et ses colombes

Le 3 novembre 2016, Pascal Boniface a posé 3 questions à Samy Cohen (1) à l'occasion de la parution de son dernier ouvrage : "*Israël et ses colombes : enquête sur le camp de la paix*", aux Éditions Gallimard. Nous publions ci-dessous ses réponses à une des questions de Pascal Boniface dans laquelle il donne son opinion sur la position d'Ytzhak Rabin

• **Contrairement à ce qui est généralement admis désormais, Ytzhak Rabin n'était pas le "champion du camp de la paix" et ne s'est pas appuyé dessus. Pourquoi ?**

— Les choses sont plus compliquées. Depuis qu'il a signé les accords d'Oslo, Y. Rabin est considéré comme le champion du camp de la paix. Tous les pacifistes se réclament de son « héritage », même si celui-ci n'est pas très clair. Car bien de questions se posent : comment Rabin voyait-il l'issue du processus engagé en 1993 ? Était-il prêt à accepter un État palestinien ? Il y a toutefois un problème : Rabin n'a jamais aimé le camp de la paix. Il voulait gérer le processus de paix en prise directe avec l'armée. Il n'était donc pas question de s'embarasser du « soutien empoisonné » d'un mouvement de paix comme *La Paix maintenant*, qui traînait l'image sulfureuse d'une organisation « gauchiste ». Rabin se méfiait de tout ce qui pouvait l'associer à la gauche militante. Il ne percevait pas *La Paix maintenant* comme un mouvement sioniste de gauche. Cette partie difficile, il voulait la jouer seul, sans être gêné par ses alliés. Il entendait incarner un large rassemblement dépassant le clivage gauche-droite, rallier la droite modérée qui lui faisait confiance, et étendre son assise électorale aux couches défavorisées et populaires, aux mizrahim surtout, les Juifs orientaux, pour qui la gauche colombe n'était qu'un assemblage de « bourgeois ashkénazes ».

Le camp de la paix est affaibli mais demeure vivant, grâce à de nombreuses initiatives. Qu'est-ce qui pourrait lui redonner une place importante ? Il faudrait qu'il commence par s'unir et surmonter ses divisions, sa principale faiblesse. Elles ne sont le fruit ni du hasard ni une calamité naturelle. Il s'agit d'un choix. Cet ensemble n'a jamais voulu s'unir pour former un mouvement de masse. Pour la plupart des ONG pacifistes, il est plus important de se distinguer que de se rassembler. Leur "priorité des priorités" est de persévérer dans leur être, dans leur identité. Elles préfèrent l'insatisfaisant statu quo actuel à un mouvement de masse qui les conduirait à y perdre leur âme, ainsi que les sources de financements qu'elles ont souvent péniblement réussi à obtenir.

Les chemins de la paix

Ces divisions s'expliquent également par des facteurs idéologiques. Si toutes ces organisations tendent vers le même objectif, la paix, les chemins qui y mènent sont différents. Certaines pensent qu'il n'est pas souhaitable d'aborder des questions trop sensibles telles que la guerre de 1948 ; d'autres, au contraire, pensent qu'elle est inévitable. Certaines veulent se montrer « apolitiques », ne pas se laisser entraîner dans des critiques anti-gouvernementales qui les marqueraient « à gauche ». D'autres, inversement, n'hésitent pas à cibler directement le Premier ministre et le gouvernement, responsables à leurs yeux du maintien du statu quo. Enfin, la question des alliances et des coalitions est primordiale. Comme dans toute société, les mouvements sociaux ont le souci de ne pas s'allier à des organisa-

tions qu'ils ne tiennent pas en estime et dont les objectifs ne concordent pas avec les leurs.

Il lui faut un leader qui lui fait défaut depuis que Rabin a été assassiné. Nul processus de paix ne pourra émerger sans la présence de leaders politiques de grande envergure des deux côtés, porteurs d'une vision d'avenir, capables de rassurer leur peuple autant que celui du camp adverse. Le camp de la paix est à la recherche d'un « homme fort », un homme providentiel au passé sécuritaire irréprochable. Car compte tenu de l'état de méfiance réciproque régnant entre Israéliens et Palestiniens, de la fracture israélienne entre partisans et adversaires d'un compromis politique, et de l'opposition entre le Fatah et le Hamas, la tâche qui attendrait ce leader requiert un courage et un savoir-faire hors du commun. Il n'y a pas actuellement de leader colombe crédible.

Il faudrait, enfin, une opposition véritable au gouvernement actuel, convaincue de poursuivre le processus de paix. Or, sur ce chapitre, rien de bien prometteur ne se profile à l'horizon même si l'alternance politique n'est pas inconcevable. En mars 2015, le parti travailliste et ses alliés centristes n'étaient pas loin de l'emporter. Mais ces partis ne sont pas prêts à prendre à bras le corps la question du conflit israélo-palestinien car ils sont à la recherche des voix de la droite modérée pour qui le conflit n'est pas la priorité.

(1) Samy Cohen est Directeur de recherche émérite à CERI- Sciences Po

Voir l'intégralité de l'interview sur : <http://www.iris-france.org/82912-israel-et-ses-colombes-3-questions-a-samy-cohen/>

Le responsable de B'Tselem : « Pourquoi je me suis exprimé à l'ONU contre l'occupation »

par Hagai EL-AD (1)

"Il n'y a aucune chance que la société israélienne, de son bon vouloir et sans aucune aide, mette fin au cauchemar. De trop nombreux mécanismes isolent la violence que nous mettons en œuvre pour contrôler les Palestiniens."



Discours d'Hagai El-Ad à l'ONU

Je me suis exprimé aux Nations Unies contre l'occupation parce que j'aspire à la qualité d'être humain. Et les êtres humains, lorsqu'ils sont responsables d'une injustice envers d'autres êtres humains, ont l'obligation morale de réagir.

Je me suis exprimé aux Nations Unies contre l'occupation parce que je suis israélien. Je n'ai pas d'autre pays. Je n'ai pas d'autre citoyenneté ni d'autre avenir. J'ai grandi ici et y serai enterré. Je me soucie du destin de cet endroit, du destin de ses habitants et de son destin politique, qui est aussi le mien. Et, au vu de tous ces liens, l'occupation est un désastre.

Je me suis exprimé aux Nations Unies contre l'occupation parce que les collègues de B'Tselem et moi-même, après tant d'années de travail, sommes arrivés à plusieurs conclusions. En voici une : la réalité ne changera pas si le monde n'intervient pas. Je soupçonne notre gouvernement, dans son arrogance, de savoir cela et, de ce fait, de s'occuper à répandre la peur d'une telle intervention.

Une intervention du monde contre l'occupation est tout aussi légitime que n'importe quelle question de droits humains. Et ce d'autant plus qu'il s'agit d'un thème tel que notre pouvoir sur un autre peuple. Ce n'est pas un problème israélien interne, mais une question internationale, c'est flagrant. Voici une autre conclusion : il n'y a aucune chance que la société israélienne de son bon vouloir et sans aucune aide, mette fin au cauchemar. De trop nombreux mécanismes font un cas à part de la violence que nous mettons en œuvre pour contrôler les Palestiniens. Trop d'excuses se sont accumulées. Il y a eu trop de peurs et d'angoisse – des deux côtés – au cours des 50 dernières années. Au bout du compte, j'en suis sûr, Israéliens et Palestiniens mettront fin à l'occupation, mais pas sans l'aide du monde.

Les Nations Unies, c'est beaucoup de choses. Beaucoup sont problématiques, certaines complètement insensées. Je ne les approuve pas. Mais les Nations Unies c'est aussi l'organisation qui nous a donné un État en 1947 et cette décision est la

base de la légitimité internationale de notre pays, celui dont je suis citoyen. **Et chaque jour de l'occupation nous fait non seulement croquer avec délice la Palestine, mais aussi détruire la légitimité de notre pays.** (NDRL : souligné par nous).

Je ne comprends pas ce que le gouvernement veut que les Palestiniens fassent. Nous avons régi leurs vies depuis près de 50 ans, nous avons déchiqueté leur terre en petits morceaux. Nous exerçons un pouvoir militaire et bureaucratique avec grand succès et nous nous arrangeons parfaitement avec nous mêmes et avec le reste du monde.

Qu'est ce que les Palestiniens sont supposés faire ? S'ils osent manifester, c'est du terrorisme populaire. S'ils appellent à des sanctions, c'est du terrorisme économique. S'ils utilisent des moyens légaux, c'est du terrorisme judiciaire. S'ils se tournent vers les Nations Unies, c'est du terrorisme diplomatique. Il s'avère que quoi que fasse un Palestinien à part se lever le matin et dire « *merci patron, merci maître* », c'est du terrorisme. Qu'attend le gouvernement, une lettre de reddition ou la disparition des Palestiniens ? Ils ne disparaîtront pas.

Nous ne disparaîtrons pas non plus, ni ne nous tairons. Nous devons le répéter partout : l'occupation ne résulte pas d'un vote démocratique. Notre décision de contrôler leurs vies, pour autant que cela nous convienne, est une expression de violence et non de démocratie. Israël n'a pas de raison valable de continuer ainsi. **Et le monde n'a pas de raison valable de continuer à nous traiter comme il l'a fait jusqu'à présent – que des mots et pas d'action.**

Je me suis exprimé au Conseil de Sécurité de l'ONU contre l'occupation parce que je suis optimiste, parce que je suis Israélien, parce que je suis né à Haïfa et que je vis à Jérusalem, et parce que je ne suis plus un jeune homme et que chaque jour de ma vie a été marqué par le contrôle que nous exerçons sur eux. Et parce qu'il est impossible de continuer ainsi.

Nous ne devons pas continuer ainsi. Je me suis exprimé au Conseil de Sécurité de l'ONU contre l'occupation parce que j'aspire à la qualité d'être humain.

Haaretz - Traduction SF pour l'AURDIP,
29 octobre 2016

(1) H. El-Ad est directeur exécutif de B'Tselem

Témoignages

Voyage en Palestine occupée – octobre 2016

Nous venons de passer 12 jours en Palestine occupée : Jérusalem-Est, Hébron, Bethléem, Nazareth, Jénine, Sabastiya, Naplouse, Tulkarem, Ramallah. Nous étions quelques amis désireux de confronter nos convictions à la réalité palestinienne. Le programme élaboré en concertation avec une agence de tourisme franco-palestinienne, avait pour objectif de rencontrer des Palestiniennes et des Palestiniens qui subissent au quotidien l'occupation militaire et la colonisation, dans les villages de la zone C, dans les quartiers populaires des villes : des cultivateurs, des artisans, des militantes et militants associatifs et syndicaux, mais aussi de très nombreux acteurs de la vie intellectuelle et artistique. Nous n'avons eu aucun contact avec des personnalités officielles, représentants de l'Autorité Palestinienne ou des partis politiques, du monde économique ou des médias, mais de simples citoyens, **dignes, obstinés, lucides**.

Ce qui impressionne en effet chez ces femmes et chez ces hommes c'est leur **dignité exemplaire**. Jamais ils ne sollicitent notre compassion pour les humiliations et les souffrances infligées à eux-mêmes et à leurs proches, mais seulement notre attention, notre écoute, nos questions. Ils tiennent à montrer, à expliquer ce qui se passe réellement, comment et pourquoi. En français ou en anglais, mais le plus souvent en arabe – nos guides sont d'excellents interprètes – ils s'expriment avec sobriété, avec émotion souvent, avec colère parfois, mais jamais ils ne tiennent un discours de haine en réponse à la haine viscérale de leurs bourreaux : **les armes de leur résistance sont l'obstination et la dérision**.

L'obstination : ne jamais renoncer à revendiquer ses droits malgré les emprisonnements, à cultiver sa terre malgré les confiscations, à



Sur les murs du Théâtre de la Liberté à Jénine; Handala icône de la Résistance palestinienne

cueillir les olives malgré les balles des colons, à se déplacer malgré les check-points, à reconstruire les maisons malgré les bulldozers, à assurer l'instruction des enfants.

Près de Tulkarem, l'exploitation du maraîcher Fayez Taneeb a été expropriée pour construire une usine de produits chimiques et lui-même a été emprisonné. À sa sortie, il a progressivement réoccupé et cultivé près la moitié de son terrain, a construit d'immenses serres anti-pollution, inventé d'ingénieux dispositifs de recyclage qui lui assurent une quasi autonomie en matière d'eau, d'énergie et d'engrais. Il anime un groupement local de producteurs qui refusent comme lui de céder la place. Il a témoigné à Londres lors de la dernière réunion du Tribunal Russell pour la Palestine. Il est prospère mais la menace demeure, obsédante.

Dans la vallée du Jourdain, près d'une petite colonie verdoyante, les cultivateurs/éleveurs d'Al Hadidiya persistent à camper sous des tentes, menacés par les colons, harcelés par l'armée. Celle-ci les a privés de leurs

ressources traditionnelles en eau, allant jusqu'à détruire le réservoir destiné à recueillir l'eau de pluie. Des tranchées ont été creusées en travers des pistes à peine carrossables qui relient le campement à la route. Mais ses habitants s'organisent avec ceux des villages voisins pour faire obstacle, y compris par des recours

auprès de la Cour Suprême, aux expulsions.

Nous avons visité l'impressionnant champ de ruines du village de Suffurya détruit en 1948, mais aussi les ruines toutes fraîches de 11 maisons démolies, en juillet 2016, à Kalandia près de Jérusalem. Leurs propriétaires, pour loger leurs enfants, les avaient construites sur des terrains leur appartenant, mais sans attendre une autorisation israélienne qui ne viendrait jamais. Ils nous racontent l'intervention des bulldozers et de l'armée et ajoutent : « *Nous sommes tristes, mais nous reconstruirons* ».

La dérision : Elle ne tue personne mais elle est dévastatrice pour l'image des bourreaux quand les réseaux s'en emparent et que les grands médias les relaient. Dans tous les cas le bourreau la reçoit comme une offense personnelle, la preuve irréfutable de son impuissance à dominer sa victime. **Le dessin devient alors, avec le film d'animation, la caricature et la BD, une arme politique.**

Dans les années 80, les habitants

de Beit Sahour, village proche de Bethléem, avaient décidé de boycotter les produits laitiers israéliens et fait l'acquisition de 18 vaches. Devant le succès de ce boycott, l'armée israélienne s'était lancée avec de grands moyens à la poursuite de ces mammifères terroristes. L'échec de cette opération ubuesque avait beaucoup fait rire à l'époque aux dépens de Tsahal! En 2014, deux cinéastes, le canadien Paul Cowan et le Palestinien Amer Shomali réveillent le souvenir de cette traque burlesque avec les ressources comiques propres au film d'animation : c'est le film « *18 wanted* », ou « *Les 18 fugitives* ». Projeté en France par Arte, en dépit du CRIF, il fut présélectionné pour les Oscars.

Handala est une sorte de Gavroche palestinien, créé par Naji Al Ali, célèbre caricaturiste palestinien mystérieusement assassiné à Londres en 1987. L'artiste avait voulu que ce petit bonhomme ébouriffé incarne la jeunesse, la conscience et l'avenir du peuple palestinien. Il est généralement représenté les mains croisées derrière le dos pour signifier le refus de l'occupation, parfois aussi avec un bras levé tenant une clé, symbole du « droit au retour. Il est partout présent en Palestine, tagué notamment sur le « *Mur de séparation* », ressuscité aussitôt qu'effacé.

La BD politique en Palestine est en plein essor. Nous avons rencontré au Centre culturel de Tulkarem de jeunes artistes talentueux, parmi eux plusieurs jeunes filles, formés à l'Université Al Najah de Naplouse, qui préparaient une exposition de leurs œuvres. Toutes s'attachaient à montrer, sur le mode explicitement ou implicitement critique, les réalités de la vie en Cisjordanie occupée.

Ce séjour a conforté notre conviction que jamais la toute-puissance militaire israélienne, en dépit du soutien de l'Occident, ne viendra à bout de la résistance du peuple palestinien, de son intelligence, de sa force morale. D'autant que cette force morale va de pair avec sa **lucidité politique**. Ce peuple ne se fait aucune illusion, ni sur les véritables objectifs d'Israël, ni sur la volonté des instances internationales de faire prévaloir le Droit, ni sur les mirages du salafisme et du djihadisme. Il ne se fait pas davantage d'illusions sur les institutions issues

des Accords d'Oslo et sur les « élites » politiques palestiniennes.

À cet égard, nous avons dû corriger nos propres erreurs de perspective. Le discrédit de l'Autorité Palestinienne, de son administration et de son chef, est bien réel, dans les milieux intellectuels comme dans les villages et les quartiers populaires, en raison de son incapacité à protéger la population contre les exactions israéliennes et de son indifférence au sort des victimes. La police palestinienne est, de l'avis général, une police politique au service de l'occupant, sa complice active dans la répression de la résistance populaire.



Handala icône de la Résistance palestinienne

La politique économique « libérale » et l'austérité qui en est le corollaire comportent les mêmes conséquences qu'en Occident, mais très aggravées, pour le fonctionnement des services publics, notamment la santé, l'éducation et la culture. Le Fatah et le Hamas sont tout autant discrédités par leurs rivalités, leur clientélisme et leur corruption présumée.

Plus grave encore est le discrédit des grandes centrales syndicales, directement inféodées aux partis, dirigées par des appareils non élus, mais cooptés, bafouant les principes élémentaires de la démocratie syndicale, liés à la centrale syndicale israélienne par des accords financiers obscurs, et n'apportant aucun soutien aux salariés, engagés dans des conflits sociaux de plus en plus fréquents, de plus en plus durs, avec les employeurs israéliens mais aussi palestiniens. Des syndicats indépendants se créent dans des entreprises, des coordinations tentent de s'organiser, une nouvelle centrale s'est créée, dotée de statuts démocratiques, mais

elle n'a pas encore obtenu la reconnaissance internationale.

La « lutte des classes » est une réalité aussi dans la société palestinienne, que notre représentation d'un peuple palestinien uni et solidaire dans la lutte pour ses droits nationaux, risque de nous faire oublier. Les beaux quartiers de Ramallah, leurs immeubles de prestige et tous les attributs du luxe dignes d'une grande capitale - ce que Benjamin Barthes a si bien décrit dans « *Ramallah dream* » - offrent un contraste saisissant avec le reste de la Cisjordanie. La « fracture sociale » est ici flagrante ! Mais remet-elle en cause l'unité nationale ? Pour la population palestinienne que nous avons côtoyée au long de ce séjour, pour les hommes et les femmes que nous avons écoutés, il n'y a aucune contradiction entre luttes sociales (et sociétales) et lutte pour la souveraineté nationale : rien ne justifie d'établir entre elles des liens de subordination, ni d'exiger jusqu'aux calendes, au nom de

la cohésion nationale, l'acceptation des injustices sociales par ceux qui la subissent.

Mais qu'en est-il de ceux qui, manifestement, tirent de la situation actuelle des bénéfices économiques ou politiques et les avantages matériels et symboliques qui vont avec ? En d'autres termes, le capitalisme palestinien peut-il considérer, dans le contexte régional et international actuel, que ses intérêts de classe seraient mieux assurés par un « compromis historique » avec le capitalisme israélien dominant et dominateur que dans une Palestine économiquement et politiquement souveraine ? Quelle que soit la réponse à cette question - qui n'est pas sans rapport avec le débat « Un Etat ou Deux Etats ? » - et quelle que soit la solution qui prévaudra, nous sommes persuadés que le peuple palestinien, peuple-citoyen politiquement mûr et lucide, tel qu'il nous est apparu, ne renoncera jamais à lutter pour ses droits.

Henri et Suzanne FOLLIET

Treize jours à Chatila

Najdeh

J'étais à Chatila en octobre avec ma femme Elisabeth et un groupe de volontaires AFPS Paris 14e -6e, missionnés auprès de deux associations palestiniennes pour rénover des bâtiments et pour évaluer les besoins en matière d'enseignement et d'aide psychologique. Je voulais voir ce camp de réfugiés trente-quatre ans après le massacre de 1982, témoigner en hommage à Jean Genet, à son texte « *Quatre heures à Sabra et Chatila* ». Le camp de Sabra n'existe plus. Chatila est toujours là. Là vivent 35.000 personnes environ, peut-être plus, car il y a maintenant les réfugiés venus de Syrie.



Scènes d'horreur au camp de Sabra après les 16 et 17 septembre 1982

Association créée après la destruction du camp palestinien de Tell El Zaatar (nord-est de Beyrouth). Dans les onze camps du Liban, Najdeh gère 34 centres (jardins d'enfants et centres psycho-sociaux).

A Chatila, Najdeh c'est un jardin d'enfants et un centre psycho-social. Dans le jardin, l'enfant du camp, privé de tout, en particulier de divertissements, peut jouer et apprendre par le jeu. Tout est gratuit. Les parents sont associés, via un

comité de parents. Dans le centre psycho-social, les femmes sont accueillies, écoutées. Cet automne, plusieurs membres de notre mission (des professeurs, une psychologue) ont travaillé dans ces deux centres.

Rêves de réfugiés

« Rêves de réfugiés », ce sont 8 responsables bénévoles et 16 salariés à 200-250 dollars par mois. Une histoire d'amitié et de volonté. Trois copains du camp, Sobhi, Tarek et Jalal, ne supportaient plus l'état des enfants du camp. Ils créent une structure de soutien scolaire. Ils convainquent le père de Sobhi qui achète un immeuble. Aujourd'hui 500 enfants sont « soute-

nus ». Les trois copains ouvrent un deuxième chantier: réhabilitation du cadre de vie. Ils commencent par leur rue. Exemple, elle s'appellera « rue de l'espoir ». Ils ont réhabilité trois ruelles et 56 appartements. Chaque élève paie 10 dollars par mois. Un film, réalisé par Antoine Laurent est en cours de finition sur cette aventure.

C'est avec cette association que, cet automne, l'équipe des bénévoles français (André, Vincent, François et les autres) a remis à neuf un étage du centre psycho-social et un appartement privé (peinture, électricité, plomberie).

Enfants

Les enfants sont partout. En groupe avec leur classe, cartable sur le dos. Seuls dans la rue, chips à la main, ils jouent avec presque rien. A se battre, à se poursuivre, aux billes, à saute-moutons, avec un chat. A lancer une balle rebondissante contre une façade. A shooter dans un caillou avec des chaussures percées. A sauter à pieds joints sur une bouteille en plastique pour la faire exploser. A transporter un blessé, deux garçons courent, emportant sur leur dos leur copain couché. Deux filles dans une boutique de robes de mariée jouent au badminton. Quatre enfants tripotent les manettes d'un triporteur, arrive un homme avec un arrosoir, qui les arrose calmement, les moineaux s'égaillent. Un gamin, armé d'une bouteille en plastique, frappe sur une Mercedes 300 E noire flambant neuve, déclenche l'alarme qui hurle quelques secondes, puis s'arrête. Il recommence. Cela actionne aussi les feux de détresse. Quel pouvoir. Des hommes dans le hangar voisin chargent des cartons d'eau dans une camionnette, ils ne voient, n'entendent rien. Le gamin se lasse et disparaît.

Déchets

Paquets de chips éventrés, mégots, papiers gras, capsules dentelées, emballages de pizzas maculés de sauce tomate, éclats de verre, éclats de faïence, kleenex souillé de boue séchée, bout de pain, sac en plastique noir, chaussure orpheline. Le vent berce un gobelet en carton. Carcasses de voitures, couvertes de poussière grasse, pneus crevés, tache d'huile. Une fourgonnette au soleil. Sur le pare-brise un impact de balle, au centre un trou noir rond. J'imagine

le trajet de la balle, l'homme derrière le volant. Le déchet recherche les coins, l'arrière des plots de béton, des cuves, le dessous des carcasses. Là, il se réfugie. Là il est bien, à l'ombre, à l'abri, en sécurité, personne, aucun balai ne viendra le dénicher, déboucher. Il est la végétation, la flore et la faune, l'architecture aussi car un peu partout il se regroupe en tas, en monticules, parfois collines. Alors il devient décharge. Il est le mobilier urbain, le tapis douillet sur lequel on marche. Par endroits de vrais tapis ont été posés à même la chaussée, pour boucher un trou. A l'entrée des boutiques, c'est un carton qui sert de paillason. Par endroits les déchets sont là depuis si longtemps qu'ils font corps avec le sol, les matières se sont fondues, c'est une pâte homogène, compacte, un magma noir, gras, comme du cambouis. Pas de poubelles fixes. De temps en temps, passe un homme, un morceau de carton dans chaque main. Avec cette pince il soulève les déchets et les pose dans une charrette, monte dessus pour tasser le tout. Le sol est à peu près net, un certain temps. Canettes en métal, cartons, ferraille, cagettes de fruits et légumes sont ramassés, rangés, emportés au loin.

Electricité et eau

Dans la rue, d'une façade à l'autre, pendent des câbles électriques, gros ou fins. Mêlés aux tuyaux d'eau. Un fil nu descend jusqu'au sol. Un autre sert de séchoir à linge. Les tableaux électriques sont fixés sur les façades. Les accidents mortels sont nombreux. C'est Electricité du Liban qui alimente le camp. Mais la production et le réseau de transport sont insuffisants – dans le pays il y a plusieurs heures de coupure par jour. Relais assuré par les générateurs privés. Ceux qui ne peuvent pas en acheter un subissent les coupures, ou passent par un des « opérateurs privés » qui vendent du courant, très cher.

Pas d'alimentation en eau potable. Les logements ont l'eau courante, mais c'est de l'eau de mer. Elle colle à la peau, fait rouiller les tuyaux, détraque les machines. Alors on recueille l'eau sur les toits (encore faut-il qu'il pleuve), les marchands d'eau font fortune - Nestlé est partout. Pas de véritables égouts non plus. En cas de fortes pluies, ça déborde.

Le Centre Enfance et jeunesse

Le « Centre Enfance et jeunesse » apporte éducation et loisirs aux enfants et jeunes de Chatila et du camp de Nahr El Bared (nord du Liban). Il gère aussi la seule « guest house » du camp, où sont logés mes collègues de l'AFPS. Abou Moujahed en est le directeur. Il était là en 1982 : « Je lisais le récit du massacre de Deir Yassin, je peux le raconter maintenant ». Deux questions le préoccupent : les abus sexuels et la drogue.

Le mémorial Sabra et Chatila

Un espace vide, bordé de jeunes arbres. Terre battue. A l'entrée, une vieille valise, deux poubelles, des sacs plastique. De ci de là, en liberté, des pintades, des poules, un poussin picore près de sa mère. Au fond une petite stèle. Je foule le sol. Où sont les morts ? Sous mes pieds ? Pas de tombes, pas de noms. Est-ce cela une fosse commune ? Aucune enquête sérieuse. L'Etat libanais a classé l'affaire (au nom de la « réconciliation »), les assassins n'ont jamais été poursuivis. Sabra et Chatila, comment de victimes ? L'historienne Bayan Nuwayhed a recensé 906 morts et 484 disparus (« *Sabra and Chatila 1982* », Pluto Press, Londres 2004).

Melana Bourgi

Elle a été célèbre le temps d'une photo de presse. Une femme debout dans une rue, son voile à la main, devant des cadavres. Elle a perdu ses deux fils et son mari, entraîneur de chevaux. Elle avait 49 ans, elle en a 83. Elle raconte : « C'était jeudi, vers 17h.30 -18h. J'ai entendu des bruits de balles et des cris. Des militaires sont arrivés. « Vous êtes là pour nous protéger ? Nous sommes là pour vous tuer ». Je suis chrétienne d'origine, des chrétiens nous insultaient.



Photographe : François VION



Photographe : François VION

Et présentant celle de ses deux enfants assassinés lors du massacre.

Les Israéliens nous ont d'abord dit : Rentrez chez vous. Puis ils ont emmené les femmes dans des camions. Trois jours ils nous ont gardées. Pendant tout ce temps je n'ai rien mangé, rien bu, tellement j'étais angoissée, je ne savais rien. Le dimanche seulement ils nous ont relâchées. Alors a commencé la recherche des corps. C'est à ce moment que la photo a été prise par un photographe libanais, Youssef ». Elle montre la coupure de journal : « Ici c'est mon mari. Ici, mes deux fils ».

En 1982, Genet écrit : « Que voulait gagner Israël à Chatila : détruire

les Palestiniens ». Les Palestiniens ne sont pas détruits. Ils tiennent. Dans un pays qui les tolère plus qu'il ne les accepte. Ils luttent, chacun à sa façon, pour survivre et pour que le monde reconnaisse leur droit au retour dans leur pays, la Palestine. Un mot les définit : persévérance.

René Gaudy, 29 novembre 2016

P.S. : Je remercie Hervé Sabourin, directeur régional de l'Agence Universitaire de la Francophonie (Bureau Moyen-Orient), qui m'a mis en contact avec sept jeunes élèves-interprètes libanaise grâce auxquelles j'ai pu interviewer les réfugiés. A ma demande, chacune a témoigné par écrit de cette première expérience pour elles de solidarité (aucune n'était jamais venue à Chatila).

Un livre à lire : « *Quelle citoyenneté dans les camps de réfugiés ? Les Palestiniens du Liban* », de Glenda Santana de Andrade, doctorante en sociologie, Ed. L'Harmattan, 2016.



La campagne BDS en France et dans le monde

La campagne "*Boycott, Désinvestissement Sanctions*" trouve son origine dans l'appel lancé, le 9 juillet 2005, aux sociétés civiles internationales et aux gens de conscience du monde entier, par 172 partis, organisations et syndicats, représentant la société civile palestinienne, en vue d'imposer de larges boycotts à Israël, et des retraits d'investissement.

Elle a essentiellement pour but de faire respecter par Israël le droit international, superbement ignoré par l'Etat hébreu depuis sa proclamation par David Ben Gourion, le 14 mai 1948.

Cet appel énonce les trois exigences indissociables du peuple palestinien :

1/ *Fin de l'occupation de la Palestine (Cisjordanie, Jérusalem-Est, Bande de Gaza) et de la colonisation de toutes les terres.*

2/ *Egalité absolue des droits accordés aux Juifs et aux Palestiniens d'Israël, dont la nationalité.*

3/ *Droit des réfugiés au retour et à l'indemnisation, comme stipulé par la résolution 194 de l'ONU, du 11 décembre 1948.*

La Haute représentante de l'UE, Fédérica Mogherini, affirme le droit au BDS

Pendant que la France est un des seuls pays du monde à tenter de criminaliser le BDS, Federica Mogherini rappelle la position traditionnelle de l'Europe.



Fédérica Mogherini en mars 2014 (Wikipédia)

aussi aux informations ou aux idées qui choquent ou dérangent l'Etat ou tout secteur de la population. »

Après avoir échoué à gêner le soutien croissant et l'impact du mouvement BDS dans le grand public, Israël a lancé une campagne antidémocratique, sans précédent, pour faire taire le militantisme pour les droits palestiniens et mettre le BDS hors la loi.

Les attaques d'origine israélienne contre le mouvement BDS font pression sur les gouvernements, les législateurs et les responsables pour combattre l'activité BDS par des mesures répressives qui menacent les libertés civiles et politiques en général.

Interrogée à propos du jugement de la Commission et à propos des déclarations du ministre du Renseignement israélien, Yisrael Katz, pour qui des "*éliminations civiles ciblées*" devraient être accomplies contre les leaders palestiniens et internationaux du mouvement BDS,

En réponse à une question de la députée Martina Anderson pour savoir si la Commission de l'UE s'engagera à défendre le droit des militants BDS à exercer leur liberté démocratique d'expression, la Haute représentante de l'U.E. a répondu : « *L'UE se situe fermement dans le soutien à la liberté d'expression et d'association*

conformément à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui s'applique sur le territoire des Etats membres de l'UE, y compris en ce qui concerne les actions BDS menées sur ce territoire ».

Elle a aussi affirmé que « *La liberté d'expression, comme le souligne la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'homme, s'applique*

la Haute représentante de l'UE a déclaré que « l'UE condamne fermement, en toutes circonstances, les menaces et la violence contre les défenseurs des droits humains. »

Riya Hassan, directrice de campagne pour l'Europe du « Comité National Palestinien BDS » (BNC), la grande coalition de la société civile palestinienne à la tête du mouvement BDS mondial, a commenté :

« Nous saluons la défense tardive de l'UE du droit des citoyens européens et autres à être solidaires des droits palestiniens, y compris par les tactiques du BDS. Cependant la société civile palestinienne escompte que l'UE respectera ses obligations conformes au droit international et à ses propres lois en, au minimum, imposant un embargo militaire à Israël, en bannissant les sociétés qui font des affaires avec les colonies illégales israéliennes, et en suspendant l'accord d'association EU-Israël jusqu'à ce qu'Israël se conforme à la clause de l'accord sur les droits humains. »

Une lettre signée par plus de 30 députés européens avait appelé Fédérica Mogherini à prendre des dispositions pour assurer la liberté d'expression du mouvement sous direction palestinienne *Boycott, Désinvestissement et Sanctions* (BDS) pour la justice et l'égalité et pour la reconnaissance comme défenseur des droits humains d'Omar Barghouti, cofondateur du mouvement BDS. Cette lettre fait écho à l'augmentation des appels de la société civile pour protéger la liberté d'expression des militant-e-s et des organisations impliquées dans les activités BDS pour les droits palestiniens, selon le droit international.

Plus de 350 organisations européennes pour les droits humains, syndicats, églises et partis politiques, ont appelé l'Union européenne à défendre les citoyens et les organisations à boycotter Israël en réponse à son occupation et aux violations des droits des Palestiniens.

Les représentants des gouvernements suédois, hollandais et irlandais ont défendu publiquement le droit de soutenir et faire campagne par le BDS pour les droits des Palestiniens conformes au droit international.

Traduction |JPB pour l'AURDIP

Voir : <http://www.aurdip.fr/la-haute-representante-de-l-ue.html?lang=fr>

Nouvelle baisse pour les exportations israéliennes dans le monde

Ce ne sont pas seulement les investissements étrangers en Israël qui sont en chute libre depuis plusieurs années, mais également les exportations qui ne cessent de baisser pour la 6^{ème} année consécutive, rapporte l'observatoire économique Globes.

Si on met de côté les exportations de diamants (nous avons déjà mis en garde contre l'achat des diamants qui ne comportent aucune traçabilité puisqu'ils sont exportés bruts, puis taillés dans d'autres pays), les exportations de produits israéliens ont subi une nouvelle baisse de 5,7 % dans les 6 premiers mois de l'année 2016.

Les exportations israéliennes ont atteint leur point le plus bas depuis 6 ans, indique l'Institut israélien sur les exportations et la coopération internationale. Les produits les plus touchés par cette baisse sont les produits pharmaceutiques, les composants électroniques et les produits chimiques.

Les exportations ont chuté sur l'ensemble des continents : au Royaume Uni notamment en ce qui concerne l'Europe, où la baisse est de 17 %, mais aussi en Turquie, aux Etats-Unis, en Inde et en Chine.

Published by Globes [online], Israel business news - www.globes-online.com - on September 25, 2016

Le boycott de Hewlett-Packard (HP) s'amplifie dans le monde entier

3 novembre 2016



Déjà dénoncé à de nombreuses occasions pour son implication dans le contrôle et la répression des Palestiniens, HP est en train de devenir la cible d'une campagne mondiale de boycott et de désinvestissement. Plusieurs pays annoncent même une semaine internationale d'action et d'information sur la participation d'HP à l'occupation et à la colonisation israélienne du 25 novembre au 3 décembre prochain.

Le géant étatsunien des technologies de l'information Hewlett-Packard se vante d'avoir « une présence massive » en Israël, avec près de 6 000 employés, et il est l'un des principaux fournisseurs de technologies de l'information à l'appareil militaire israélien.

HP fournit des systèmes de traitement de l'information au ministère de la Défense, il fournit et gère des serveurs informatiques pour l'armée, et administre l'infrastructure IT (*Information Technology*) pour la marine, participant ainsi au blocus de Gaza. Son

contrat de 5 ans, passé en 2011 avec le ministère de la Défense israélien garantit la fourniture et la gestion de tous les ordinateurs et serveurs du ministère et de l'armée pour un montant de 90 millions de dollars.

La société EDS Israël, désormais mieux connue sous le nom de *HP Enterprise Services Israel*, a fourni et installé le « *Basel System* », c'est-à-dire un système de contrôle d'accès et d'identification biométrique (reconnaissance faciale et des paumes des mains) [1]. Il a fait son apparition pour la première fois en 2004 au checkpoint de Erez, le point de passage entre Israël et la Bande de Gaza, et il est actuellement aussi opérationnel dans plus de 20 checkpoints israéliens en Cisjordanie occupée. (...)



Un Palestinien utilise le scanner biométrique au checkpoint de Qalandia – Photo AP

H.P. et les colonies

HP a installé un centre de recherche et développement dans la colonie israélienne de Beitar Illit.

Il a fourni des systèmes de stockage de données à la colonie de Ariel, qui est désignée dans une publication du groupe comme *“la capitale de la Samarie”* (ce qui est la terminologie utilisée par Israël pour désigner la partie nord de la Cisjordanie occupée), *“au cœur d’Israël”*. La carte incluse dans cette publication montre le territoire israélien s’étendant du Jourdain à la Méditerranée, sans aucune trace de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza. (...)

Le groupe “Palestinian Youth Together for Change” (La jeunesse palestinienne unie pour le changement), a lancé la campagne “Mutharkeen” (“ceux qui font bouger les choses”) et a déjà contribué à une prise de conscience, en multipliant les présentations à de nombreux groupes, aux étudiants et à des universités à Gaza et en Cisjordanie, ainsi qu’en Israël, où le système d’identité biométrique fourni par HP permet de faire la différence entre Juifs et non Juifs parmi les citoyens israéliens, ouvrant ainsi la porte aux multiples discriminations institutionnalisées entre les uns et les autres... Ce groupe palestinien récolte les signatures de personnes qui s’engagent à boycotter HP, un boycott qui est défini comme « le rejet de la fragmentation géographique et morale imposée par la colonisation sioniste, et de la suppression de notre identité palestinienne ».

Le boycott de HP est aussi devenu une priorité pour le groupe BDS-Italie, qui mène campagne

H.P. et les prisons

Depuis 2007, HP fournit et gère aussi des systèmes informatiques et des imprimantes au service israélien des prisons.

pour qu’un maximum d’organisations prennent l’engagement de débarrasser leurs bureaux de tout équipement fourni par HP. Le syndicat italien *“Unione Sindacale di Base”* a récemment approuvé à l’unanimité la campagne BDS et a appelé ses 250.000 membres ainsi que ses bureaux à ne plus acquérir aucun produit HP.

Le *“Forum Italien de l’eau”*, l’ONG *“Un ponte per”* et le syndicat COBAS ont pris des engagements similaires.

C’est également le cas de la *“Palestine Solidarity Campaign”* britannique qui a recueilli plus de 18.000 signatures de personnes s’engageant à ne plus acheter de produits HP.

Dans le passé, il est arrivé que HP cède à une pression venue de l’extérieur. **En 1989, en raison de la montée en puissance des campagnes anti-apartheid, HP a pris ses distances avec l’Afrique du Sud.** (NDLR : souligné par nous). Et en 1996, HP s’est retiré de la Birmanie, à la suite d’une loi adoptée par le Massachusetts prévoyant que le gouvernement éviterait, lors de la passation de marchés publics, d’acheter à des compagnies qui faisaient des affaires dans ce pays.

En 2014, l’Église Presbytérienne des États-Unis a adopté une résolution par laquelle elle décidait de désinvestir de HP en raison de son rôle dans l’occupation de la Palestine. (NDLR : souligné par nous). Avant ce vote, HP avait tenté de limiter les dégâts en adressant une lettre à l’Église dans laquelle le groupe affirmait que son système de contrôle biométrique réduit les “frictions” dans les checkpoints israéliens !

HP, qui se targue de respecter les droits de l’homme dans sa “charte

d’éthique”, n’a pas réservé de suite à une demande de commentaires à propos de cet article, fait remarquer l’auteur de cet article, Stephanie Westbrook, américaine qui vit à Rome, et qui écrit de nombreux articles sur la Palestine. (On peut la suivre sur Twitter : @stephinrome), dont celui-ci publié par Electronic Intifada et traduit en Français par Luc Delval sur www.pourlapalestine.be

On peut trouver de nombreuses données factuelles concernant HP et sa collaboration avec l’occupation israélienne sur le site de

“Who Profits”,

et sur :

[http://stophp.uk/wp-content/uploads/2016/05/Hewlett-Packard-Israel-Factsheet-done-y-Michael-Duke-for-solicitors-2015.docx\[/vc_column_text\]\[\[/vc_column\]\[\[/vc_row\]](http://stophp.uk/wp-content/uploads/2016/05/Hewlett-Packard-Israel-Factsheet-done-y-Michael-Duke-for-solicitors-2015.docx[/vc_column_text][[/vc_column][[/vc_row])

BHL se déchaîne contre BDS

Invité au Parlement Européen le 27 septembre 2016 pour évoquer *“l’avenir des communautés juives en Europe”*, BHL part dans un délire sur le mouvement BDS et les Frères Musulmans, multipliant les points Godwin et les inepties historiques :

« Je suis le premier à me mobiliser sans le moindre quartier contre le mouvement BDS dont je pense que c’est un mouvement fasciste, né au moment du fascisme, organisé à partir d’anciens nazis recyclés dans certains pays arabes en 1946-47 » (...)

« Les Frères Musulmans c’est la version arabe de l’hitlérisme, tout cela est incontestable »

Voir : http://www.alterinfo.net/BHL-se-dechaine-contre-BDS-un-mouvement-fasciste--organise-a-partir-d-anciens-nazis_a126167.html

Lancement de la campagne pour la suspension de l'Accord d'association UE-Israël : 16 novembre 2016

Collectif pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens,

La situation en Palestine ne cesse de se détériorer du fait de l'extension permanente de la colonisation, mais aussi de la mise en œuvre assumée par le gouvernement israélien, d'une stratégie visant avec le blocus de Gaza, l'isolement et l'annexion progressive de Jérusalem-Est, la segmentation de la Cisjordanie, à rendre la continuité du territoire impossible pour la création d'un Etat palestinien dont il ne veut absolument pas.

Les droits de l'Homme, le droit international, la démocratie, sont systématiquement bafoués, sans que cela ne soulève plus qu'une expression timide de désaccord de la communauté internationale. Une expression que le gouvernement israélien ne peut qu'interpréter que comme un laisser faire tacite.

La campagne BDS, malgré les pressions, les interdictions et le procès, constitue un moyen efficace et de plus en plus partagé de résistance et de solidarité avec les palestiniens pour dénoncer et porter des coups à l'occupation et la colonisation.

Le volet « Sanction » de BDS, n'est pas le plus facile à obtenir, mais il est particulièrement redouté par Israël à la fois pour son image internationale et pour les effets économiques et politiques sur lesquels il permet de peser.

Pour que l'Union européenne cesse de cautionner, en appliquant un accord économique privilégié, la violation du droit international que représente l'occupation de la Palestine par Israël, une campagne est lancée en France par de nom-



breuses associations et organisations réunies, le 16 novembre auprès des citoyens et des institutions.

Le Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, qui regroupe 52 associations et organisations, et le Collectif « Trop c'est Trop » pour les droits des Palestiniens – avec le soutien de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine – proposent notamment la signature d'un Appel adressé aux institutions de l'Union européenne.

Cette campagne sera d'abord portée au sein de la société civile, en France. Elle bénéficie de l'appui de plusieurs parlementaires nationaux et européens (dont certains participeront à la conférence de presse) et des encouragements de la Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine (CECP) pour lui donner un écho à l'échelle de toute l'Europe.

Suspendre l'Accord d'association entre l'Union européenne et Israël tant que durent les violations flagrantes du Droit international serait conforme aux termes mêmes de cet Accord (qui est conditionné par le respect des droits démocratiques) et au vote, en 2002, du Parlement européen qui a demandé cette suspension. Il se placera dans la prolongation de l'appel de 309 associations (2014) et de 62 députés (2015). (NDLR : souligné par nous)

Lettre au rédacteur en chef du New York Review of Books

Une déclaration récemment publiée dans le New York Review of Books appelle à « *un boycott économique et une non-reconnaissance politique des colonies israéliennes dans les territoires occupés* » (Lettres, 13 octobre).

Nous saluons la façon dont la déclaration brise le tabou qui frappe le boycott des institutions israéliennes complices - au moins partiellement - des violations des droits humains des Palestiniens.

Défiant néanmoins le sens commun, la déclaration appelle à boycotter les colonies en laissant Israël, l'État qui a illégalement construit et entretenu ces colonies depuis des décennies, en dehors du coup.

De plus, les banques israéliennes non implantées dans les colonies mais qui financent leur construction ne devraient-elles pas être ciblées elles aussi ? C'est ce qu'ont fait *l'Église Méthodiste Unie* et l'important *Fond de pension néerlandais PGGM*.

En omettant les autres violations graves du droit international perpétrées par Israël, la déclaration ne satisfait pas au test de cohérence morale. Les réfugiés palestiniens, qui représentent la majorité des Palestiniens, n'ont-ils pas droit au respect des *droits qui leur sont stipulés par l'ONU* ? Les citoyens palestiniens d'Israël ne devraient-ils pas jouir de l'égalité des droits, par le rejet des *dizaines de lois israéliennes qui les soumettent à la discrimination raciale* ?

La société civile palestinienne a appelé au *Boycott, au Désinvestissement et aux sanctions (BDS)* contre toutes les entités, israéliennes ou internationales, qui se font complices de la négation des droits des Palestiniens où qu'ils soient. Comme l'a montré le boycott de l'apartheid sud africain, c'est le moyen non-violent le plus efficace pour atteindre la liberté, la justice et l'égalité pour tous.

Lettre signée notamment par Angela Davis, Richard Falk, Rashid Khalidi, et 120 signataires.- 10 octobre 2016 - Traductio SF pour l'AURDIP

Rashdi Rashef

Voir : <http://www.aurdip.fr/lettre-au-redacteur-en-chef-du-new.html>

Il n'y aura pas de Paix tant qu'Israël n'admettra pas sa responsabilité dans la Nakba

par Gideon LEVY

Après avoir rappelé ce que nous savons aujourd'hui des exactions israéliennes ayant amené la Nakba, Gideon Lévy explique que le gouvernement cache ce passé à son peuple, alors qu'il marque un traumatisme fondamental pour les palestiniens.



Le gouvernement d'Israël le confirme une fois encore: des crimes de guerre ont été perpétrés en 1947-1948 : il y a eu des massacres, il y a eu l'expulsion, il y a eu le nettoyage ethnique – il y a eu une Nakba, une Catastrophe ainsi que les Palestiniens appellent ce qu'ils ont vécu dans ces années. Comment le savons-nous?

Le gouvernement est sur le point de prolonger le caractère secret d'un des principaux dossiers d'archives des Forces de Défense d'Israël qui porte sur la création du problème des réfugiés palestiniens. **Soixante huit années se sont écoulées et Israël de lui-même dissimule la vérité des archives - pourrait-il y avoir une preuve plus évidente qu'il y a quelque chose à cacher ?** Un haut responsable a expliqué au correspondant diplomatique d'*Haaretz*, Barak Ravid « *La commission dirigée par Shaked est susceptible de maintenir sous le sceau du secret le "dossier de la Nakba* » des archives des FDI, (20 septembre) « *Quand la paix viendra, il sera possible d'ouvrir ces documents à la disposition du public* ».

La paix ne va pas venir avant que les Israéliens ne soient au courant

et ne comprennent comment tout a commencé. La paix ne va pas venir avant qu'Israël n'admette sa responsabilité, présente des excuses et

dédommage. Il n'y a pas de paix possible sans ceci. Peut-être pourrait-il y avoir des commissions de la vérité et de la réconciliation comme en Afrique du Sud, ou une demande de pardon et des réparations comme en Allemagne. Ceci pourrait être l'expression d'excuses aux Palestiniens, un retour partiel et une compensation partielle pour les biens volés en 1948 et depuis. Pas seulement le déni et le refus d'assumer la responsabilité. (...)

Ce peuple palestinien n'oublie pas.

Et Israël ne pourra pas l'obliger à oublier. Israël déteste les négateurs de l'Holocauste – et à juste titre. Dans de nombreux pays cela est un crime. En Israël les gens en veulent à la Pologne, qui a interdit légalement toute mention de sa participation à l'extermination de ses Juifs. L'Autriche, qui n'a jamais vraiment fait face son passé, mérite aussi une condamnation.

Et est-ce qu'Israël a fait face à son passé ? Jamais

Le monde juif demande la compensation des biens qu'il a abandonnés dans l'Est de l'Europe et dans les pays arabes. Les Juifs ont le droit de revenir aux propriétés juives en Cisjordanie et à Jerusalem-Est. Faire face à notre passé n'est tout simplement pas quelque chose que nous faisons. Différentes lois s'appliquent à nous, les lois du peuple élu et les lois du deux poids et deux mesures. De

notre bosse sur le dos – celle qui est caché dans les archives et qui s'élève haut de chaque camp de réfugiés et de chaque village détruit – nous détournons le regard. (...)

Ce qui est arrivé aux Palestiniens en 1948 et qui a continué après la création de l'Etat, ne peut pas être étouffé à jamais. Si Israël est sûr qu'il a raison, ouvrez les archives et prouvez-le (NDLR : souligné par nous). En effet, un des documents qu'Israël dissimule est une étude commandée par Ben-Gourion visant à prouver que les Arabes ont fui. Si toutes choses ont été morales, justes et légales, pourquoi ne les publient-ils pas ?

Il suffit de regarder la photographie qui accompagnait le rapport dans l'édition en hébreu d'*Haaretz* pour réfuter la propagande sioniste: deux Arabes poussent un chariot rempli de lambeaux de leurs affaires, de tapis et d'articles ménagers, un vieil homme avec une canne traîne derrière eux et trois hommes de la Haganah les accompagnent avec des fusils menaçants. (*Haiifa, 12 mai 1948*). Ceci a l'apparence de la "fuite volontaire" que les Arabes sont coupables d'avoir choisi. Et ceci bien sûr n'est pas l'image la plus choquante de l'expulsion.

La culpabilité pèse lourd. Elle ne diminuera pas. De l'expulsion, et à plus forte raison d'avoir empêché un retour vers les foyers quand les combats ont cessé. La justice absolue ne

trionphera pas ici et la faute ne pèse pas seulement sur les épaules d'Israël. Mais le déni doit cesser. Persuadés de notre bon droit et forts dans notre état, le temps est venu de regarder honnêtement la vérité et d'en venir à la conclusion évidente: Israël a surchargé le chaudron des souffrances qu'il a causées aux

Palestiniens il y a longtemps. Il y a longtemps.

Haaretz le 28 septembre 2016

Traduit de l'anglais par Y. Jardin, membre du GT de l'AFPS sur les prisonniers
<http://www.france-palestine.org/Il-n-y-aura-pas-de-paix-tant-qu-Israel-n-admettra-pas-sa-responsabilite-dans-la-Nakba>.



"Quittons les territoires palestiniens occupés d'ici à juin 2017".

La campagne du mouvement « *Sauvons Israël – Arrêtons l'occupation* » a été lancée par un appel public adressé aux juifs de la diaspora et signé par plus de 500 personnalités israéliennes du monde de la culture et des institutions.

L'objectif de cette campagne : que les communautés juives de l'étranger élèvent leurs voix et demandent au gouvernement israélien qu'il exige le retrait des terres occupées avant le 5 juin 2017, date du cinquantième anniversaire de la guerre des six jours et de l'occupation militaire des territoires palestiniens.

Ont signé la pétition : le prix Nobel d'économie Daniel Kahneman, l'artiste Noah, les écrivains Amos Oz et David Grossman, 20 ambassadeurs israéliens (parmi lesquels Alon Liel, Elie Barnavi, Colette Avital, Ilan Baruch), des dizaines de parlementaires de l'envergure d'Avraham

Burg, 48 des écrivains et des scientifiques ayant reçu les plus hautes récompenses de l'Etat d'Israël, comme l'angliciste Alice Shavit, 160 enseignants d'universités israéliennes comme l'historien Zeev Sterhell qui a rejoint le philosophe Avishai Margalit de l'Université de Princeton (Etats-Unis).

Selon une enquête menée ces derniers jours parmi les citoyens israéliens et publiée par le mouvement SISO avec l'appel, la majorité des juifs israéliens (75,7%) estiment que l'Etat d'Israël est responsable du sort des juifs de la diaspora, et que ceux-ci, à leur tour, sont responsables à hauteur de 78% de ce qui advient de l'Etat d'Israël. La majorité des juifs israéliens (66,8%) conviennent que le conflit avec les palestiniens influe négativement sur la condition des juifs dans le monde. « *Israël est un Etat souverain et indépendant, mais de fait il n'est pas libre. Un Etat qui*

occupe et opprime un autre peuple depuis si longtemps ne peut pas véritablement être libre », a déclaré David Grossman en signant l'appel.

Aux côtés du chanteur David Broza, du réalisateur Amos Gitai ou encore de l'écrivain Sami Michael, figurent parmi les signataires des officiers supérieurs de l'armée israélienne : pour être exact, quatre généraux à la retraite : Amram Mitzna, Nathan Sharony, Zvi Kanor, Iftach Spector, et les colonels Shaul Arieli, Ze'ev Raz, Ben Ami Gov. Leur appel aux juifs de la diaspora se joint aux efforts de plus de 200 généraux israéliens à la retraite (ex- chefs militaires et des services du Mossad et du service des renseignements de la Shin Bet) qui, avec leur organisation « *Commandants pour la sécurité d'Israël* » ont mis au point un plan de retrait des territoires offrant toutes les garanties à l'Etat juif.

Lectures intéressantes

Nous avons lu divers articles intéressants mais trop denses et longs pour être résumés ou publiés dans le « *Courrier du CVPR* ».

Dans l'excellent site d'Orient XXI : - Comment le comte Bernadotte fut « éliminé » sur :

<http://orientxxi.info/lu-vu-entendu/1948-l-assassinat-impuni-d-un-mediateur-de-l-onu-en-israel,0625>

- Les communistes arabes et la lutte contre le fascisme et le nazisme (1935-1945) sur:

<http://orientxxi.info/le-moyen-orient-1876-1980/les-communistes-arabes-et-la-lutte-contre-le-fascisme-et-le-nazisme-1935-1945,1490>

- Quand la France rêvait d'un calife pour son empire musulman sur

<http://orientxxi.info/magazine/quand-la-france-revait-d-un-calife-pour-son-empire-musulman,1454>

- « Moyen-Orient » : une géographie qui a une histoire sur

<http://orientxxi.info/le-moyen-orient-1876-1980/moyen-orient-une-geographie-qui-a-une-histoire,1463>

- L'Orient dans la guerre (1914-1916) La correspondance McMahon-Hussein par Kawthar Guediri sur : mcmahon-hussein,1528

LE COURRIER DES LECTEURS

- Le Moyen-Orient (1876-1980) par Vincent Capdepuuy surmédiatisé <http://orientxxi.info/le-moyen-orient-1876-1980/comment-est-ne-le-moyen-orient,1519>

- La Palestine, un défi pour les historiens arabes par Maher Al-Charif sur : <http://orientxxi.info/lu-vu-entendu/la-palestine-un-defi-pour-les-historiens-arabes,1517>

- "Les Arabes ont-ils trahi la Palestine ?" par Ramzy Baroud sur <http://cjpgp5.over-blog.com/2016/09/chroniques-de-palestine-com-les-arabes-ont-ils-trahi-la-palestine-par-ramzy-baroud.html>

- Sioniste est-il un gros mot ? par Jonathan Rosenhead <http://www.aurdip.fr/sioniste-est-il-un-gros-mot.html>

- Sabra et Chatila, trente ans après par Raoul-Marc Jennar <http://www.investigation.net/sabra-et-chatila-trente-ans-apres/>

- Quelle configuration politique après l'élection du président libanais ? <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Entretien-avec-Fadia-Kiwan-Quelle-configuration-politique-apres-l-election-du.html>

- Le contexte de BDS aujourd'hui par Jean-Guy Greilsamer <http://www.ujfp.org/spip.php?article5179>

- La campagne BDS a sans conteste donné de la force au peuple palestinien par Haidar Eid <http://www.ujfp.org/spip.php?article5181>

- Monde arabe, le grand chambardement <http://www.iris-france.org/83344-monde-arabe-le-grand-chambardement--questions-a-yves-aubinde-la-messuziere/>

- 3 questions à Laurent Fabius <http://www.iris-france.org/83674-37-quai-dorsay-3-questions-a-laurent-fabius/>

- La politique arabe de François Hollande <http://www.iris-france.org/83753-la-politique-arabe-de-francois-hollande/>

Je suis régulièrement signataire du Bulletin du Comité de Vigilance pour une Paix réelle au Proche-Orient.

Il s'agit d'un outil d'excellence pour rappeler la situation désastreuse de la Palestine et des crimes commis contre son peuple et particulièrement sa jeunesse.

Je vous remercie vivement pour votre engagement et celui de toute votre équipe pour cette cause relayée aujourd'hui à un second plan de l'actualité.

Pourtant l'occupation et la poursuite des implantations de colonies, les punitions collectives, les assassinats, les emprisonnements massifs sans véritable motif et sans jugement, ainsi que le déni de justice, prévalent plus que jamais et ce, au mépris des nombreuses condamnations et résolutions internationales.

Je vous adresse pour 2016 une cotisation annuelle de soutien de 100 euros de l'Association Musulmane de la Réunion, et elle sera renouvelée chaque année.

Houssen Amode

président de L'Association Musulmane de la Réunion.

Je ne cesse d'être scandalisé par la politique menée en Israël par Netanyahu et les siens.

Le bulletin, N°62, reçu à Obonne où je réside actuellement ne peut que me renforcer dans la condamnation d'une ligne, aggravée, depuis l'assassinat d'Yitzhak Rabin, alliant la barbarie à la mauvaise foi.

Je constate avec plaisir un frémissement dans l'opinion française en faveur des Palestiniens martyrisés, particulièrement à Gaza, et je vous joins quelques récentes coupures de "Ouest-France".

Jusqu'à quand le monde civilisé va-t-il tolérer de la part ces autorités israéliennes des exactions du même type que celles subies par les Juifs européens durant la seconde guerre mondiale ?

Jean-Paul Lewidoff – Paris

Bravo pour ce nouveau numéro. Votre Courrier est très intéressant, varié, et surtout très objectif, il donne l'occasion à des spécialistes au Moyen-Orient de présenter leurs analyses sur la situation dans cette région explosive, en particulier dans les territoires

palestiniens. C'est un Courrier très suivi par beaucoup de lecteurs et des intéressés au conflit israélo-palestinien

A mon avis, vous devrez donner davantage l'occasion aux Palestiniens de la Cisjordanie d'écrire des articles sur la vie quotidienne sous occupation dans plusieurs villes dans cette région qui souffre de la présence militaire israélienne, des checkpoints et de la colonisation.

Encore bravo, vive la solidarité

Ziad Medoukh - Gaza Palestine

Je tiens à vous féliciter pour ce numéro du « *courrier du CVPR* » de très grande qualité.

Jacques Sibony - Paris

Je trouve votre bulletin excellent avec des articles que l'on ne trouve pas ailleurs.

Claire Bertrand

Je viens de recevoir le Courrier : je suis à fond pour son édito. Il nous faut résister à cette atmosphère délétère où se vautrent de plus en plus de ténors "médiatisés" à outrance.

Edouard Kleinmann - Finistère

Merci aussi pour le dernier numéro du Courrier du CVPR. Très intéressant. Mais que le dossier sur le Rapport de Robert Kennedy Jr est difficile à lire. Quel style filandreur ! Une traduction y est sans doute pour quelque chose. Voltaire n'a pas fini sa tâche..

Gilbert Charbonnier - Avignon

Bravo pour le dernier Bulletin. Sensass.

Michel Percot

Merci beaucoup pour ce bulletin très riche.

Bravo à toutes celles et ceux qui le font exister.

René Nouailhat

C'est avec intérêt que je me suis plongée dans le numéro 62, comme toujours excellent. « *Ce n'est qu'à l'étranger que l'on peut mener le débat sur l'occupation* » a dit Gideon Levy... encore faudrait-il que "cet" étranger en soit convaincu et qu'il se donne les moyens. Pour l'instant on a vraiment que des paroles du genre on déplore, on condamne, ce n'est pas bien... sans aller plus loin, tant dans

→
le boycott que dans l'application des résolutions de l'ONU...

Martine Millet – Versailles

J'ai beaucoup apprécié l'éditorial, qui me paraît très pertinent et l'article de Georges Corm.

Jacques Picard - Damas

Au sujet du colloque : « L'ORIENT ARABE TRAHI ! »

MERCI pour ce colloque super intéressant, et en plus... il a respecté le timing ! Bravo !

J'ai beaucoup apprécié l'intervention du Général Philippe Gunet, forte, sans langage de bois, difficile...

J'ai également beaucoup apprécié Sandrine Mansour et Thomas Vescovi qui connaissent fort bien leurs dossiers et qui sont très engagés dans leurs recherches.

Merci...

Ce fut un beau colloque, fort, dense, on ressort de là un peu tristounet parce que l'on ne voit pas d'issues à ces conflits au Proche - Orient, avec le sentiment que la diplomatie est baillonnée par les armes. Et pendant ce temps, des hommes, des femmes, des enfants sont blessés à vie ou meurent sous des balles ou des armes chimiques. Quelle impuissance !

Martine Millet.

Très satisfait de l'éclairante et remarquable intervention du Général Philippe Gunet, d'autant qu'elle rejoint ce que j'ai rabâché - sans beaucoup de succès - dans mon entourage tout au long de ces années depuis même avant la première guerre du Golfe, je voudrais la faire parvenir à François Régis Hutin, au journal Ouest-France à Rennes à son assistante Madame Chantal Chevé.

Juste une question d'embarras sur le moins mauvais positionnement que nous devrions adopter à l'égard de la Syrie :

- faut-il rejoindre l'avis de Monseigneur Jeambart, qui se dit plutôt favorable à Bachar en tant que "protecteur des Chrétiens",
- où suivre la position de ce père jésuite Paolo Dal Olio, partisans d'un accord avec certains islamistes pour en finir avec Bachar ?

Jusqu'ici personne ne m'a répondu clairement !

Merci pour ce colloque où malheureusement les cheveux blancs dominaient

Gonzagur Hutin

Encore un grand bravo et un grand merci pour cette journée informative très intéressante, qui a dû demander un travail d'organisation énorme.

J.P. Boyer - 77186 Noisiel

Je tiens à vous féliciter pour la qualité du colloque que vous avez organisé sur "L'Orient arabe trahi", que ce soir pour la qualité des intervenants que pour la réactivité de la salle. Je pense que cela pourrait conduire à une coopération fructueuse.

Alain Olmi

Merci pour ce colloque de grande tenue et de très grande qualité.

Félicitations, c'est une réussite : la qualité des orateurs, des questions et réponses, ainsi que la participation.

Merci à tous qui ont contribué à la réussite de ce colloque

Mohamed Akil

D'abord un grand merci d'avoir organisé ce colloque important : Cent ans après les accords Sykes-Picot, avec toutes ces interventions qui ont bien exposé des dimensions différentes.

Drs. Irène Steinert

Félicitations pour ce colloque très bien réussi !

Dominique Balereau

J'ai assisté avec beaucoup d'intérêt au colloque sur l'Orient arabe trahi que le CVPR PO a organisé de main de maître.

Judith Cahen

Bravo pour l'organisation de ce colloque qui demande une belle énergie et qui fut un succès si on en croit les avis très positifs des personnes qui y assistaient.

Jean Francheteau

Je veux vous remercier pour la qualité du colloque sur Sykes-Picot de haut niveau et fort enrichissant. vous et votre équipe ont déployé des efforts louables qui ont été couronnés de succès.

Didier Destremau

Bravo pour ce colloque qui a enthousiasmé toutes les personnes que j'ai

vue, qui a été d'une très grande qualité

Francis Blanchet

Avec ma soeur Marie-Thérèse OLIVER-SAIDI nous avons assisté à ce colloque remarquablement organisé. Comme tous les participants, venus nombreux et motivés, j'ai apprécié la qualité et la complémentarité des conférenciers et de leurs interventions C'est pourquoi, je tiens à vous renouveler mes chaleureuses félicitations pour cet indéniable succès, très mérité.

Jean-Louis Oliver,

Secrétaire Général de l'Académie de l'Eau

Merci pour toutes vos informations sur la situation dramatique de la Palestine. Votre information est abondante mais malheureusement concentrée sur Paris du courage et bonne continuation.

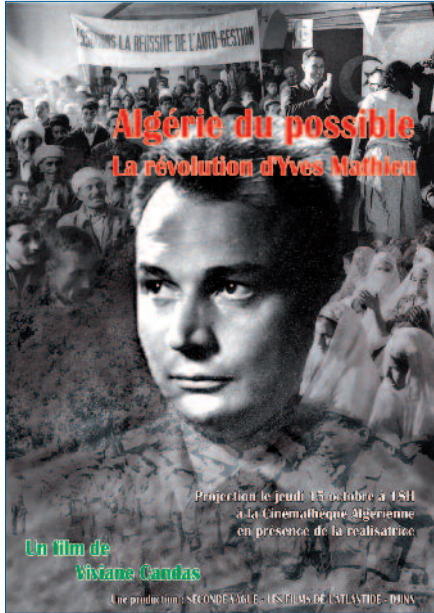
François Ruch

**Dès maintenant réservez
sur votre agenda
la date du 17 mars 2017.
Le CVPR-PO tiendra son
Assemblée Générale
annuelle
de 18h30 à 20h30
suivie d'une conférence.**

**Le lieu vous sera indiqué
par la convocation**

**CVPR-PO: Association 1901,
fondée par Béréa Adli-Bloch**
Président d'Honneur
Professeur Jacques Milliez.
Président : **Me Maurice Buttin.**
Vice Présidents :
Francis Blanchet,
Raymond Du Moulin,
Pierre Lafrance
Secrétaire générale :
Hasna Abid.
Trésorier :
Henri Marchal
Directeur de la publication :
Maurice Buttin
Rédacteur en chef :
Francis Blanchet

Secrétariat :
54, rue des Entrepreneurs,
75015 PARIS
CCP 41 675 48 J La Source.
Courriel : maurice.buttin@orange.fr



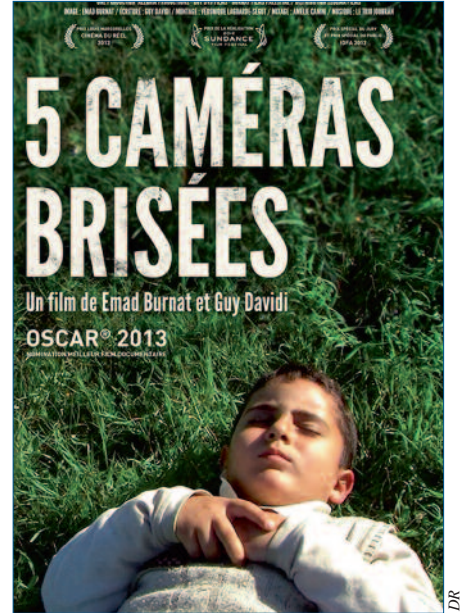
ALGÉRIE DU POSSIBLE, La révolution d'Yves Mathieu, Viviane CANDAS, Film documentaire, 2015

Ce film documentaire est dédié au parcours du militant anticolonialiste et avocat du Front de Libération Nationale (FLN) Yves Mathieu, père de la réalisatrice. D'une durée de 90 mn, ce documentaire remonte le temps et raconte Yves Mathieu. Né à Annaba, cet homme engagé dans la lutte contre le colonialisme, défend le principe de l'indépendance de l'Algérie. Un pays qu'il a adopté jusqu'à sa mort, en 1966, dans des circonstances troubles. Il a été conseiller du premier gouvernement algérien. Mené comme un *road movie* sur les pas de son père, entrecoupé d'une multitude de témoignages de compagnons de route, dont le défunt Président Ahmed Ben Bella, ce film revient longuement sur les grands projets de l'Etat algérien au lendemain de l'indépendance auquel Yves Mathieu et son épouse avaient pris part comme l'alphabétisation, le reboisement des zones bombardées au napalm par l'armée coloniale ou encore la mise en place d'un système de santé.

Source : <https://www.imarabe.org/fr/cinemat/algerie-du-possible-la-revolution-d-yves-mathieu>

CINQ CAMÉRAS BRISÉES, Emad BURNAT, Guy DAVIDI, 2013

Emad, paysan, vit à Bil'in en Cisjordanie. Il y a cinq ans, au milieu du village, Israël a élevé un "mur de séparation" qui exproprie les 1700 habitants de la moitié de leurs terres, pour "protéger" la colonie juive de Modi'in Illit, prévue pour 150 000 résidents. Les villageois de Bil'in s'engagent dès lors dans une lutte non-violente pour obtenir le droit de rester propriétaires de leurs terres, et de co-exister pacifiquement avec les Israéliens. Dès le début de ce conflit, et pendant cinq ans, Emad filme les actions entreprises par les habitants de Bil'in. Avec sa caméra, achetée lors de la naissance de son quatrième enfant, il établit la chro-



nique intime de la vie d'un village en ébullition, dressant le portrait des siens, famille et amis, tels qu'ils sont affectés par ce conflit sans fin.

Source : http://www.allocine.fr/film/fiche-film_gen_cfilm=200620.html

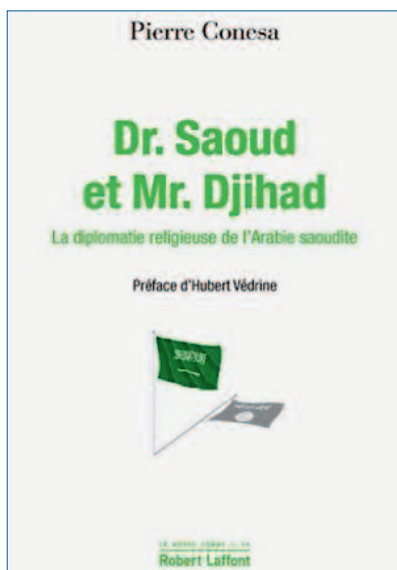
LA PÊCHE ET L'OLIVE, Abdelatif BELHAJ, Lolita BOURDET, 2016



Photo tirée du film.

Retour sur le projet d'échange interculturel entre des jeunes de Montreuil et de Beit Sira (Palestine) dans le cadre de la Semaine de la Solidarité Internationale. Bien plus qu'un voyage, le projet d'échange de jeunes organisé par la ville de Montreuil dans le cadre de sa coopération avec Beit Sira a été l'aventure de neuf adolescentes et adolescents montreuillois en quête d'eux-mêmes. En se rendant disponibles à la rencontre de l'autre, ils ont accepté d'être bousculés dans leurs repères et leurs certitudes. Le film retrace ce chemin plein de doutes, de contradictions, mais aussi de surprises et de promesses.

Source : <https://www.evensi.fr/la-peche-et-lolive-au-melies-georges-melies-salle-de-cinema/191126395>



DR

DR. SAOUD ET MR. DJIHAD, La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite, Pierre CONESA, 2016

Une étude exceptionnelle sur les dessous du royaume le plus puissant et le plus secret au monde. La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite constitue un étrange trou noir dans l'analyse du radicalisme qui affecte l'islam aujourd'hui. Pourquoi le salafisme, mouvance la plus intolérante et sectaire de l'islam, est-il devenu si conquérant ? Parce que parmi tous les radicalismes religieux qui pourrissent la planète, il est le seul à bénéficier d'un appui constant de la part d'un pays doté d'immenses moyens : le royaume saoudien.

Cette étude, dont les collaborateurs ont souhaité conserver l'anonymat, révèle comment ce royaume aux deux visages, celui conciliant de la dynastie Saoud et celui plus agressif du salafisme, propagandiste du djihad, a depuis des décennies développé une stratégie religieuse pour conquérir la communauté musulmane, mais aussi l'Occident, sans apparaître comme un ennemi grâce à un soft power original, hybride des systèmes américain et soviétique. Aujourd'hui, ce pays longtemps protégé se retrouve menacé sur son propre territoire par le salafisme djihadiste qu'il a propagé ailleurs.

Source : http://www.laffont.fr/site/dr_saoud_et_mr_djihad_&100&9782221195642.html

UN BOYCOTT LÉGITIME Pour le BDS universitaire et culturel de l'État d'Israël,

Eyal Sivan
Armelle Laborie

Un boycott légitime

Pour le BDS universitaire et culturel de l'État d'Israël

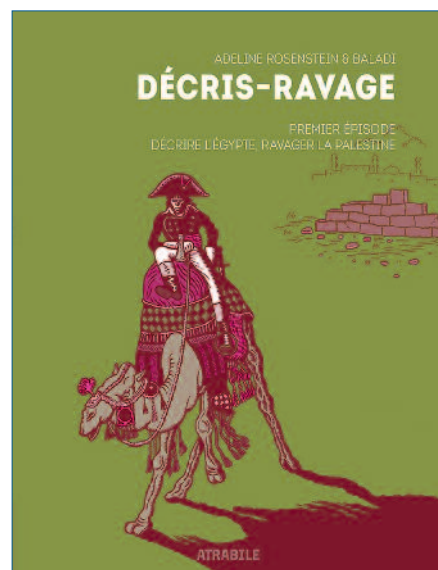
La fabrique éditions

DR

Eyal SIVAN et Armelle LABORIE, 2016

Pour l'État d'Israël, la principale source d'exportation vers l'Occident n'est pas faite de mandarines ou d'avocats, ni même d'armement ou de systèmes sécuritaires : l'essentiel, c'est la promotion d'une image, celle de l'« énergie créative » pour tout ce qui touche à la culture. Or cette vitrine culturelle, comme le prestige international de l'université israélienne, masquent une tout autre réalité : les liens entre cette université et l'institution militaire, le rôle de l'université dans la recherche de nouveaux outils de combat et de renseignement, la discrimination des étudiants palestiniens, l'absence de protestation contre les guerres menées à Gaza... C'est cette réalité-là qui explique le succès exponentiel du boycott académique et culturel dans le monde entier – et les réactions très vives du pouvoir israélien contre ce qu'il considère désormais comme une « menace existentielle ». Ce boycott ne concerne pas les personnes mais les institutions et ceux qu'elles soutiennent. Il n'est ni un obstacle au dialogue, ni un frein à l'action d'une « gauche sioniste » muette et paralytique. Il est un mode de résistance pacifique et parfaitement légitime.

Source : <http://www.lafabrique.fr/catalogue.php?idArt=971>



DR

DÉCRIS-RAVAGE, Premier épisode, « Décrire l'Égypte, Ravager la Palestine », Adeline ROSENSTEIN, Alex BALADI, 2016

Avec une introduction de l'historien Henry Laurens.

Décris-Ravage, c'est tout d'abord une pièce de théâtre d'Adeline Rosenstein, une pièce qui s'inscrit dans la mouvance du théâtre dit documentaire. Dans cette pièce, il est question de la Palestine, du rapport entre l'Occident et le Moyen-Orient, mais aussi de la représentation de cette région, ou encore des enjeux qui y sont liés. Pour évoquer tout cela, sont ainsi convoqués des récits historiques, des témoignages, mais aussi des textes de pièces de théâtre pour tenter de comprendre « ce qui a bien pu se passer pour qu'on en arrive là ». Dans ce premier épisode se succèdent alors paroles d'artistes, textes d'auteurs arabes et descriptions de la campagne d'Égypte de 1798. Dense, passionnant et éclairant, ce Décris-Ravage est un livre sans réel équivalent, aussi bien dans la bibliographie de l'auteur que dans le paysage actuel de la bande dessinée, une tentative inédite de réflexion sur le sujet qui multiplie des sources et des points de vue souvent oubliés, voire méprisés.

Source : <http://www.aurdip.fr/decris-ravage.html>

Le CVPR PO a besoin de votre soutien financier. Les adhésions (15 euros pour les étudiants et chômeurs, 50 euros cotisation simple, 80 euros cotisation pour un couple) sont nécessaires à la poursuite de notre action. Les dons sont évidemment les bienvenus.

Dons ou adhésions par chèque à l'ordre du CVPR PO à adresser à Me Maurice Buttin, 54 rue des Entrepreneurs - 75015 Paris